

I. Dispositions générales

1

Champ d'application

- A.** Les présentes conditions générales (ci-après dénommées les « Conditions bancaires ») régissent l'ensemble des relations contractuelles entre la Banque et ses Clients au sens du Titre I, article 2 des Conditions bancaires. La banque se réserve le droit de limiter la disponibilité de certains produits selon les exigences d'environnement technique de ces produits et la segmentation de sa clientèle.
- B.** Les Conditions bancaires sont complétées par les usages bancaires généraux internationaux ou applicables en Belgique. Il peut toujours y être dérogé par des règlements particuliers et des conventions particulières (notamment les contrats de crédit) dont les dispositions l'emportent alors sur celles des Conditions bancaires. Les dérogations aux Conditions bancaires concédées par la Banque, même en cas de répétition, ne peuvent être considérées par le Client comme un droit acquis, à moins que cela n'ait été conclu expressément et par écrit.
- C.** Lors de l'entrée en relation avec la Banque, un exemplaire des Conditions bancaires est remis gratuitement au Client. Le Client peut toujours consulter les Conditions bancaires dans chaque siège d'exploitation de la Banque ou en obtenir un exemplaire. En outre, les Conditions bancaires sont disponibles sur www.abnamro.be
- D.** En faisant appel aux services de la Banque, le Client accepte l'ensemble des dispositions des Conditions bancaires.
- E.** Les présentes Conditions bancaires remplacent toutes les versions précédentes des Conditions bancaires.
- F.** La Banque a souscrit au Code de conduite de Febelfin. Un exemplaire de ce Code de conduite est disponible auprès de la Banque.
- G.** ABN AMRO Bank nv est agréée en qualité d'établissement de crédit aux Pays-Bas et est soumise au contrôle de De Nederlandsche Bank, dont le siège est établi à Postbus 98, 1000 AB Amsterdam, Westeinde 1, 1017 ZN Amsterdam ; l'agence belge est également soumise au contrôle de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), dont le siège est établi rue du Congrès 12-14, 1000 Bruxelles.
- H.** La communication avec ABN AMRO s'effectue en français, en néerlandais ou en anglais. Vous pouvez obtenir tous les documents standard d'ABN AMRO en français et en néerlandais ; certaines informations sont également disponibles en anglais.

2

Personnes physiques et personnes morales

- A.** Les Conditions bancaires s'appliquent à l'ensemble des personnes physiques qui ne sont pas des consommateurs au sens de l'article 1, 1° de la loi du 12 juin 1991 sur le crédit à la consommation, les personnes morales et les organisations de fait et les sociétés sans personnalité juridique, dans la présente ensemble les « Clients », et individuellement le « Client ».
- B.** Le Client confirme ne pas être un consommateur au sens de l'article 1, 1° de la loi du 12 juin 1991 sur le crédit à la consommation.
- C.** Le Client confirme désirer vouloir l'application des opt-outs contractuels prévu aux articles 27 et 55 de la loi belge relative aux services de paiement du 10 décembre 2009, la « Loi sur les Services de Paiement » et confirme que les dispositions du Titre II et les articles 28 §3, 29, 35, 37 à 39, 42, 50 à, 52 et 56§1 de la Loi sur les Services de Paiement, comme modifiée de temps en temps, ne sont pas d'application. En outre le Client marque son accord avec un délais différent de celui prévu à l'article 34 de la Loi sur les Services de Paiement.

3

Définitions

- **Instrument de Paiement:** tout instrument personnalisé et/ou l'ensemble des procédures convenues entre la Banque et le Client pour donner un ordre de paiement.
- **ABN AMRO :** ABN AMRO Bank nv, dont le siège social est établi 1082 PP Amsterdam (Pays-Bas), Gustav Mahlerlaan 10, registre de commerce K.v.K. Amsterdam n° 34334259, agissant par l'intermédiaire de sa succursale belge, établie à 2600 Berchem, Roderveldlaan 5 boîte 4, RPM Antwerpen (Anvers), TVA BE 0819.210.332.



- **Fiche d'information Services de paiement** : la fiche d'information services de paiement commercial clients dans laquelle la Banque communique des règles et des informations plus précises, par écrit ou par voie électronique, à l'égard entre autres des services de paiement. La Fiche d'information Services de paiement et les définitions qu'elle contient font intégralement partie des Conditions bancaires.

4

Identité, capacité juridique, origine des fonds

- A. Lors de l'entrée en relation avec la Banque, et tant que le Client fera appel aux services de la Banque, la Banque est tenue d'identifier le Client à l'aide des renseignements et documents suivants :

- **pour les personnes physiques** : une copie de la carte d'identité ou du passeport (ou, à défaut, un document équivalent), le domicile, l'état civil, la capacité juridique, le cas échéant le régime matrimonial, la résidence principale, le numéro de TVA et le numéro d'entreprise.
- **pour les personnes morales** : une copie de la version la plus récente des statuts coordonnés et la publication de ceux-ci au Moniteur Belge, le numéro de TVA et le numéro d'entreprise, une copie de tous les documents portant désignation des personnes habilitées à représenter et engager la personne morale vis-à-vis de la Banque ; ces personnes doivent s'identifier, selon le cas, comme personne physique ou morale.
- **pour les organisations de fait et les sociétés sans personnalité juridique** : une copie de la version la plus récente des statuts coordonnés, du règlement interne ou tout autre document équivalent attestant de l'existence de l'association ou de la société sans personnalité civile, une liste des membres, le cas échéant le numéro de TVA et le numéro d'entreprise, une copie de tous les documents portant désignation des personnes habilitées à représenter et engager la personne morale vis-à-vis de la Banque ; ces personnes doivent s'identifier, selon les cas, comme personne physique ou morale.
- **pour les représentants légaux, les curateurs et toute personne intervenant au nom d'une autre** : l'identification similaire à celle des personnes physiques et morales, avec présentation des documents indiquant leur capacité et l'étendue de leur pouvoir.

A première demande de la Banque, le Client remettra l'ensemble des renseignements et des documents complémentaires, notamment en ce qui concerne l'origine de ses biens et de ses fonds pour lesquels il signera à demande de la Banque, le cas échéant, une déclaration.

Le Client ne détiendra auprès de la Banque que des avoirs provenant d'activités légales.

Le Client n'utilisera ni les services de la Banque, ni ses avoirs pour le blanchiment de capitaux ou le financement d'activités terroristes.

- B. Si la Banque estime qu'il n'est pas ou n'est plus satisfait à l'obligation d'identification, elle a le droit de postposer l'entrée en relation, de suspendre l'exécution d'une opération et/ou de bloquer le compte du Client.
- C. Le Client est tenu de communiquer par écrit, sans retard et en produisant les documents justificatifs nécessaires, toute modification aux données précitées au siège où le Client détient son compte. Les Clients de nationalité étrangère doivent également informer sans retard la Banque de toute modification législative dans leur pays d'origine susceptible d'influencer leur capacité juridique et/ou civile et/ou leurs pouvoirs de représentation.
- D. Le Client est responsable pour les conséquences dommageables qui pourraient résulter de renseignements ou de documents incorrects ou de la non communication ou de la communication tardive de modifications. La Banque n'assume aucune responsabilité quant à l'authenticité, la validité, la traduction ou l'interprétation des documents établis à l'étranger qui lui sont transmis.
- E. La Banque n'est pas tenue de vérifier l'exactitude des documents qui lui sont transmis par le Client ou au nom du Client, sauf obligation légale contraire. La Banque n'est pas non plus tenue de vérifier le statut fiscal du Client, même si les informations en la matière peuvent être vérifiées par elle ou sont de notoriété publique. Si le Client est de nationalité étrangère ou possède une résidence à l'étranger, la Banque n'est pas non plus tenue de vérifier si les informations et les documents qui lui sont fournis par le Client ou au nom du Client sont influencés par une réglementation étrangère.

Afin de protéger sa responsabilité au nom d'instances fiscales, la Banque est autorisée à recueillir des informations à propos du Client et de vérifier l'exactitude des informations qui lui sont transmises. La Banque est également autorisée à agir sur la base des informations qu'elle estime correctes, pour autant qu'elle puisse les vérifier.

Si la loi l'autorise, la Banque en informera le Client dans un délai raisonnable. Si la Banque et le Client ne sont pas d'accord à propos de l'exactitude des informations, chacune des parties peut mettre fin gratuitement et sans délai de préavis à la relation bancaire, et ce, par lettre recommandée.



5

Spécimen de signature

- A. Chaque Client dépose, lors de son entrée en relation avec la Banque, et par la suite à chaque modification, un spécimen de sa signature. En outre, le cas échéant, un spécimen de la signature de son représentant ou de son (ses) mandataire(s) est déposé. Le Client s'engage à informer la Banque sur-le-champ de tout événement (à savoir perte ou vol de papiers d'identité) susceptible d'accroître le risque de fraude en matière d'identité ou la falsification d'ordres.
- B. Pour l'exécution des ordres, la Banque est uniquement tenue de comparer les signatures apposées sur ces ordres au spécimen de signature déposé. Sauf en cas de dol ou de faute grave de la Banque, les transactions effectuées sur base d'un ordre faux ou falsifié sont opposables au titulaire du compte ou au déposant d'avoirs.

6

Documents de la Banque

- A. La Banque n'est liée par des engagements souscrits en son nom que dans la mesure où ils sont établis sur ses documents et signés par les personnes habilitées à cet effet en vertu des statuts ou en vertu d'une procuration, sauf les documents, quittances, reçus et contrats faisant objet ou découlant de l'emploi d'une technique quelconque en usage à la Banque d'automatisation ou de mécanisation.
- B. La liste des personnes habilitées avec mention de leurs pouvoirs et spécimen de leur signature peut être consultée dans tous les sièges de la Banque.

7

Procurations

- A. La Banque met à la disposition du Client des formulaires de procuration; elle se réserve le droit de ne pas tenir compte des procurations non établies sur les documents de la Banque. Les procurations sont déposées auprès de la Banque.

Ces procurations sont, sauf restrictions expresses, réputées autoriser le fondé de pouvoir à poser tant des actes de gestion que des actes de disposition, dont l'ouverture de sous-comptes dans d'autres devises, ainsi que la clôture du compte ou de sous-comptes. Le fait qu'une procuration soit établie en termes généraux, n'y porte pas préjudice.

Le Client est responsable à l'égard de la Banque de l'ensemble des actes posés par le fondé de pouvoir.

- B. Les procurations ne peuvent être révoquées que par exploit d'huissier ou par lettre recommandée adressée au siège où le Client détient son compte. La Banque s'efforcera de tenir compte de la révocation de la procuration à partir du premier jour ouvrable bancaire suivant le jour de réception de l'avis de révocation. La cessation du mandat du fait de la loi (entre autres décès, interdiction, déconfiture du mandant ou du mandataire) n'a d'effet à l'égard de la Banque que le premier jour ouvrable bancaire après qu'elle aura eu connaissance de l'événement entraînant légalement la cessation du mandat.

Lors de la cessation d'une procuration, le Client est tenu de remettre sur-le-champ à la Banque l'ensemble des documents, des cartes bancaires et des instruments de sécurité en ce qui concerne la procuration retirée. A défaut, le Client demeure responsable de toutes les conséquences qui découlent de l'abus de ces documents et/ou instruments par le fondé de pouvoir ou par un tiers.

- C. La Banque n'assume aucune responsabilité quant aux conséquences qui pourraient résulter du caractère imprécis ou incomplet des procurations et/ou des avis de révocation des procurations qui lui sont remises.
La Banque se réserve le droit de refuser l'exercice de la procuration sans notification préalable si elle a des motifs fondés. C'est notamment le cas si la Banque présume que le fondé de pouvoir est impliqué dans le blanchiment de capitaux ou le financement d'activités terroristes.

8

Correspondance

- A. La correspondance est envoyée par la Banque à l'adresse indiquée par le Client lors de l'entrée en relation comme adresse de correspondance ou, à défaut, à son domicile légal ou au siège social. Toute modification de cette adresse doit être signalée par écrit au siège où le Client détient son compte. La Banque tient compte de cette modification au plus tard le deuxième jour ouvrable bancaire suivant la réception de l'avis de cette modification. La Banque conservera, pendant un délai raisonnable, sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait, la correspondance non distribuée qui lui est retournée.
- B. Lorsque le compte est ouvert au nom de plusieurs personnes, la correspondance à l'attention de tous les titulaires du compte est envoyée à l'adresse de correspondance que les titulaires ont indiquée ou, à défaut, à l'un d'entre eux.
- C. Toute communication est valablement faite au Client lorsqu'elle est envoyée à la dernière adresse connue par la Banque. L'envoi et le contenu de la correspondance sont établis, sauf preuve contraire, par la production par la Banque de la copie de cette correspondance. Cette copie peut différer de l'original quant à sa forme.



- D. Le Client doit envoyer la correspondance destinée à la Banque au siège où il détient son compte. La Banque décline toute responsabilité dans le cas où le Client n'utiliserait pas l'adresse exacte de la Banque.

9

Envoi, transport et conservation de titres, d'effets de commerce et d'autres valeurs

- A. Toutes les lettres et colis envoyés à la Banque ou expédiés par elle et contenant de l'argent, des titres, des effets de commerce, des diamants ou tout autre document ou toute autre valeur sont envoyés aux frais, risques et périls du Client, à l'exception de l'envoi d'un instrument de paiement au Client ou de l'envoi de tout moyen en permettant l'usage, en particulier les caractéristiques de sécurité personnalisées. Pour des motifs de sécurité, le Client ne peut déposer de valeurs dans la boîte aux lettres habituelle de la Banque. La Banque décline toute responsabilité concernant ce qui précède.
- B. Sans préjudice du droit du Client de faire lui-même le nécessaire et à l'exclusion de toute responsabilité de la Banque, la Banque se réserve le droit de souscrire pour le compte du Client une police d'assurance à l'occasion d'envois particuliers ou opérations de transport.
- C. La Banque n'est pas tenue de conserver les avoirs, titres et autres documents au lieu où ils sont déposés. Elle peut les conserver en tout autre lieu, selon les nécessités de son organisation ou toutes autres circonstances.

10

Forme des ordres donnés à la Banque

- A. La Banque met à la disposition de ses clients des formulaires divers à utiliser pour la passation des ordres à lui donner. Le Client est tenu de les conserver avec le plus grand soin et est responsable de toutes les conséquences pouvant résulter du vol, de la perte ou éventuellement de l'emploi abusif de ceux-ci.
- B. Dans le cas où la Banque, pour quelque raison que ce soit, ne peut ou ne souhaite pas exécuter un ordre, elle en informera le Client dans un délai raisonnable et dans la mesure du possible. Par contre la Banque qui ne désire pas ou qui n'est pas en mesure d'exécuter une transaction de paiement au sens de la Loi sur les Services de Paiement en informe son Client au plus tôt, et informe en outre dans la mesure du possible son Client de la raison de l'inexécution et de la procédure de correction des éventuelles données incorrectes qui ont mené au refus d'exécution, sans porter préjudice à toute législation qui pourrait interdire une telle communication. Le Client produira, dans le cas où la Banque le demanderait, des renseignements complémentaires au sujet de l'ordre.
- C. La responsabilité de la Banque n'est pas engagée pour des erreurs ou des retards qui résulteraient du caractère incomplet ou de l'imprécision des ordres donnés. La Banque se réserve le droit de ne pas exécuter des ordres ou des instructions imprécis ou incomplets. La Banque peut demander une confirmation écrite et signée des ordres qui lui sont donnés par téléphone ou télégraphie. Elle peut tenir l'exécution de ces ordres en suspens jusqu'à la réception de la confirmation.

11

Révocation ou modification des ordres donnés à la Banque

Toute modification ou révocation d'un ordre donné à la Banque doit lui être notifiée par écrit. En tout cas et pour autant que la révocation ou la modification soit encore possible, la Banque ne doit pas tenir compte de la modification ou révocation qu'à l'expiration du premier jour ouvrable suivant la réception de l'avis sous réserve du Titre I article 13 D. des Conditions bancaires.

12

Exécution des ordres par la Banque

- A. La Banque est autorisée à accepter pour compte de son Client tous montants ou valeurs. Elle est autorisée à porter d'office ces sommes ou valeurs au crédit de son choix du bénéficiaire en ses livres, et ce, nonobstant le fait qu'elles lui auraient été remises à charge pour elle de les mettre à la disposition du bénéficiaire ou de les transférer à un compte ouvert par le bénéficiaire auprès d'une autre institution ou à un autre compte ouvert chez elle.
- B. La Banque se réserve le droit, à défaut d'instructions expresses, de déterminer le mode d'exécution qu'elle estime le plus adéquat pour les ordres qui lui ont été donnés et ce dans les délais prévu au Titre I article 13 des Conditions bancaires. La Banque se réserve également le droit de refuser les ordres du Client qui sont inexécutables, trop compliqués ou trop chers.
- C. La Banque a le droit, chaque fois qu'elle l'estime utile ou nécessaire, de faire appel à l'intervention de tiers, belges ou étrangers, pour l'exécution des ordres qu'elle a reçus, tous les frais étant à charge du Client. La Banque n'a aucune responsabilité en la matière, sauf dans les cas prévus au Titre VII article 20 des Conditions Bancaires.
- D. Toute inscription en compte d'une opération, dont le dénouement ou le moment de l'inscription n'est pas encore connu (par exemple, encaissement avec crédit direct), est effectuée, sauf convention contraire, «sauf bonne fin», même si la clause «sauf bonne fin» n'est pas expressément mentionnée.



Si l'opération connaît une mauvaise issue la Banque annule d'office et sans avis préalable l'inscription en compte.

- E. Toute somme portée au crédit du compte peut être utilisée par la Banque indifféremment pour l'exécution de tous les ordres transmis par le Client, sans distinction ou priorité.
- F. La Banque doit s'en tenir aux sanctions et réglementations internationales édictées par les Etats-Unis d'Amérique, l'Union européenne et les Nations Unies (ainsi qu'aux lois et réglementations locales qui s'appliquent à l'agence qui exécute l'ordre). La Banque a accepté, conformément aux lois et aux réglementations, diverses politiques qui vont, dans certains cas, plus loin que les obligations contenues dans les lois et les réglementations applicables.

Par conséquent, la Banque n'est pas tenue d'exécuter un ordre (en ce compris tout ordre de paiement et toute fourniture de conseils) du Client ou d'un tiers si une personne physique, une personne morale ou un organisme public qui figure sur la liste de sanction des Etats-Unis, de l'Union européenne ou des Nations Unies ou sur une des listes de sanction locales ou qui a une implication ou une connexion avec Cuba, le Soudan, l'Iran ou le Myanmar, ou tout organisme public ou agence publique d'un de ces pays, est impliqué.

13 Délai d'exécution des transactions de paiement

- A. Sauf en cas de transactions effectuées en Belgique et introduites par voie électronique par un Client, la Banque créditera, lors de la réception d'un ordre de paiement pour effectuer une transaction de paiement dans un Etat membre de l'Espace économique européen (EEE), l'établissement auprès duquel le bénéficiaire détient son compte :
 - I. si la transaction de paiement est introduite par voie électronique et concerne une transaction de paiement en euro ou dans une autre devise de l'EEE, au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant le jour de la réception par la Banque ;
 - II. pour tous les autres ordres de paiement, au plus tard à la fin du deuxième jour ouvrable suivant la date de réception par la Banque ;
 - III. pour les ordres de paiement qui donnent lieu à des paiements qui requièrent plusieurs opérations de change ou des paiements en dehors de l'EEE, d'autres délais d'exécution peuvent s'appliquer. La Banque fournira plus d'informations en la matière sur demande.
- B. Lors de la réception d'un ordre de paiement pour effectuer une transaction de paiement en Belgique, la Banque créditera l'établissement auprès duquel le bénéficiaire détient son compte :
 - I. pour l'exécution de transactions de paiement initiées par voie électronique entre deux comptes de paiement dans le cadre desquelles la banque du payeur et la banque du bénéficiaire sont la même entité, au plus tard à la fin du même jour ouvrable que celui de la réception par la Banque ;
 - II. pour l'exécution de transactions de paiement initiées par voie électronique entre deux comptes de paiement dans le cadre desquelles la banque du payeur et la banque du bénéficiaire ne sont pas la même entité, au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant le jour de la réception par la Banque ;
 - III. pour les transactions de paiement qui sont initiées sur papier, au plus tard à la fin du deuxième jour ouvrable suivant le jour de la réception par la Banque.
- C. La Banque peut déterminer, dans la Fiche d'information Services de paiement, une date ultérieure (« cut-off time ») pour la réception d'ordres (éventuellement distingués selon le type de transaction de paiement, de canal de communication ou d'autres circonstances). La date de réception d'un ordre de paiement est :
 - I. la date de réception par la Banque d'un ordre de paiement si elle tombe un jour ouvrable avant le cut-off time convenu ; si la date de réception d'un ordre de paiement ne tombe pas un jour ouvrable ou si cet ordre de paiement tombe après le cut-off time convenu, au plus tard le premier jour ouvrable suivant ; ou
 - II. le jour convenu par la Banque et le Client pour l'exécution d'un ordre de paiement. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'ordre de paiement est réputé être reçu le premier jour ouvrable suivant.
- D. Dès réception par la Banque d'un ordre de paiement, au sens de la Loi sur les Services de Paiement, le Client ne peut pas révoquer cet ordre de paiement, sauf accord explicite de la Banque.

La Banque peut, sans restriction, faire appel à d'éventuels motifs reconnus par la loi pour refuser un ordre de paiement ou en suspendre l'exécution.

14 Exécution des ordres pour lesquels une échéance officielle est stipulée (TVA, taxes diverses, impôts)

Pour l'exécution de telles opérations, la Banque peut, le cas échéant et compte tenu des circonstances, choisir le mode d'exécution qu'elle juge le plus adéquat à leur exécution avant la date d'échéance dans le cas où ces ordres sont reçus moins de 24 heures avant la date d'échéance et/ou ne sont pas établis sur les formulaires adéquats.



15

Administration de preuve par la Banque

- A. Indépendamment de la nature ou de la valeur de l'acte juridique à prouver, la Banque peut toujours, et envers quiconque en matière civile ou commerciale, administrer la preuve au moyen d'un double ou d'une reproduction du document d'origine.
- B. Le double ou la copie du document d'origine ont la même force probante que ce dernier, quelle que soit la méthode utilisée (copie au carbone, photocopie, microfilm, impression à partir d'un ordinateur ou toute autre méthode).
- C. Des conversations téléphoniques avec la Banque peuvent être enregistrées afin :
 - ▶ d'éviter des discussions concernant des ordres donnés ;
 - ▶ d'enregistrer et de traiter des notifications et des plaintes ;
 - ▶ d'améliorer la qualité du service de la Banque.

Les enregistrements des communications téléphoniques font preuve du contenu et de la date et de l'heure de la communication. En plus, cet enregistrement fournit la preuve que la communication avec la Banque s'est déroulée de manière correcte sans être influencée par une interruption ou tout autre défaut. Ces preuves seront fournies par une reproduction quelconque de l'enregistrement. L'enregistrement, aussi bien de la date et l'heure que du contenu de la conversation, sera conservé durant le temps nécessaire pour atteindre les objectifs visés avec les enregistrements. Le Client aura un accès à ces données enregistrées conformément au Titre I article 23.

16

Responsabilité – Force majeure

- A. La Banque n'est en aucun cas responsable de l'exactitude, de la validité, de l'authenticité et, le cas échéant, de la traduction des documents qui lui sont présentés, en particulier ceux d'origine étrangère.
- B. Dans tous les cas, la Banque n'est responsable que des préjudices directs consécutifs à un dol ou à une faute grave qu'elle aurait commis. En aucun cas, la Banque n'est tenue à une indemnisation des préjudices indirects de quelque nature que ce soit. Sans préjudice à ce qui précède, en cas d'opération de paiement non autorisée au sens de l'article 36 de la Loi sur les Services de Paiement, la Banque, après une vérification prima facie pour fraude dans le chef du Client, est tenu de rembourser immédiatement au Client le montant de cette opération de paiement non autorisée et, le cas échéant, de rétablir le compte de paiement débité dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de paiement non autorisée n'avait pas eu lieu, le cas échéant augmenté d'intérêts sur ce montant. En outre, la Banque doit rembourser les autres conséquences financières éventuelles, notamment le montant des frais supportés par le titulaire pour la détermination du dommage indemnisable.
- C. La Banque n'est pas responsable des préjudices qu'un Client pourrait subir directement ou indirectement en cas de confusion totale ou partielle de ses services à la suite d'un cas de force majeure (notamment, mais de manière non limitative, en cas de guerre, de terrorisme, d'émeute, de grève, d'attaque, d'incendie, d'inondation, de défaillance technique grave, de panne de courant ou d'autres catastrophes), ni lorsque la Banque a d'autres obligations légales du fait de la législation communautaire nationale ou européenne, ni lorsque ses services de traitement des informations sont en tout ou en partie désactivés temporairement ou non pour une cause étrange. La Banque n'est pas non plus responsable des dommages imputables à d'autres institutions financières ou à tout autre tiers, des dommages imputables à des erreurs ou à un manquement dans les activités des services de la poste et/ou des télécommunications, à un non-respect par des tiers des obligations vis-à-vis de la Banque pour des raisons indépendantes de leur volonté, ainsi que des dommages qui sont la conséquence de décisions prises par les autorités belges ou étrangères.
- D. En cas de guerre, d'émeute, d'occupation du territoire par des forces étrangères ou illégales, la Banque n'est pas responsable du dommage encouru par le Client en raison d'opérations ordonnées par des personnes investies d'un pouvoir de fait.
- E. La Banque n'est responsable ni de la défaillance ni de la perturbation, même temporaire et pour quelque cause que ce soit, de son système informatique, ni de la destruction ou de l'effacement des données qui y sont enregistrées, ni de l'usage frauduleux de celles-ci par des tiers.
- F. La Banque peut, sans notification préalable, temporairement fermer l'accès à ses services (1) pour remédier à des défaillances ou à des perturbations techniques, (2) pour entretenir ou améliorer ses systèmes ou (3) à chaque fois qu'elle le juge utile, notamment, mais de manière non limitative, en cas de tentative d'escroquerie ou de détournement de fonds. La Banque en informera le Client dans la mesure du possible. La Banque n'est pas responsable des préjudices qui découlent éventuellement d'une telle interruption de ses services.

17

Réclamations, erreurs, faits importants

- A. Toute réclamation et toute observation au sujet des opérations effectuées par la Banque doivent, sous peine de déchéance, être notifiées par écrit à la Banque dans les 30 jours à compter de l'opération en question ou de la date de l'accomplissement des faits à l'adresse suivante : ABN AMRO Bank nv, Compliance Officer, Roderveldlaan 5 b4, 2600 Berchem, Belgique.



- B. Si le Client ne fait valoir aucune réclamation écrite dans les 30 jours suivant l'envoi ou la remise des relevés de compte, des extraits périodiques ou de tout autre document qui lui a été envoyé, il est supposé en avoir approuvé le contenu.
- C. Lorsqu'elle l'estime souhaitable, la Banque peut adresser au Client un formulaire de confirmation. Le Client est tenu de retourner ce document signé endéans les 30 jours de son expédition, à défaut de quoi, l'opération en question sera considérée comme approuvée.
- D. La Banque a toujours le droit de rectifier les erreurs de toute nature et pour quelque motif que ce soit et ce sans avis préalable ou ordre du Client. Les intérêts débiteurs applicables seront dus d'office et sans mise en demeure sur le solde débiteur résultant éventuellement de cette rectification.
- E. Le Client est tenu d'utiliser ses Instrument de Paiement conformément aux conditions d'émission et d'usage qui s'y appliquent. Dès réception d'un Instrument de Paiement, le Client prend toutes les mesures raisonnables afin de garantir la sécurité de l'Instrument de Paiement et des dispositifs de sécurité personnalisés. Sans porter préjudice aux obligations de communication particulières prévues dans les présentes Conditions bancaires, le Client doit signaler immédiatement à la Banque tous faits pouvant entraîner un usage abusif de son compte et/ou de ses cartes (comme la perte, le vol ou l'usage frauduleux de chèques et/ou de cartes de garantie, cartes de crédit ou cartes à débit direct ou la perte ou le vol des codes d'accès, des badges d'accès ou de la carte d'identité).
- F. Si un client particulier estime que sa plainte ou son problème n'a pas obtenu satisfaction à propos des services de paiement, il peut également le signaler à la Direction générale Contrôle et Médiation du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie à l'adresse WTC III, Boulevard Simon Bolivar, 30, 1000 Bruxelles, Belgique, Tél.: (+32) 02 277 51 11, Fax: (+32) 02 277 54 51, E-mail: eco.inspec.fo@economie.fgov.be. Des formulaires sont disponible à l'adresse suivante: <http://mineco.fgov.be>

18 Garanties en faveur de la Banque

- A. Toute opération bancaire entre la Banque et le Client est effectuée en raison d'une relation globale entre eux. Sont donc connexes entre elles toutes les opérations qu'un Client traite avec la Banque. Si le Client reste en demeure de payer, toutes les obligations du Client à l'égard de la Banque seront immédiatement exigibles.
- B. En conséquence, tous les comptes ouverts par la Banque pour un Client forment les éléments d'un seul compte unique et indivisible quels que soient leur nature juridique, les modalités, les intérêts, la devise ou le bureau où les comptes sont ouverts. Par conséquent, la Banque est autorisée à de fusionner les comptes à tout moment et par simple communication ou à fusionner par transfert les différents soldes débiteurs et créditeurs de ces comptes en euros ou en devises en un seul solde. Les conversions éventuelles de devises se feront sur la base du cours du jour du transfert. L'unité de comptes n'empêche toutefois pas chacun des comptes du Client de pouvoir générer en soi des intérêts débiteurs ou créditeurs.
- C. En outre, la Banque a le droit, même après faillite, accord judiciaire, saisie ou tout autre cas de concours et ce sans condition de mise en demeure ou de décision judiciaire, de compenser d'une part, l'ensemble de ses créances qu'elle détient à charge du Client, de quelque nature qu'elles soient, exigibles ou non, et d'autre part, l'ensemble des créances de quelque nature qu'elles soient, exigibles ou non, du Client sur la Banque et ce à concurrence de leur montant réciproque. Les comptes qui, en vertu de dispositions légales ou d'accords particuliers, doivent conserver leur individualité sont exclus de cette compensation.
- D. Sans préjudice d'autres droits et sûretés dont la Banque bénéficie par la loi, l'ensemble des sommes, des instruments financiers, des créances actuelles et futures, également celles sur des tiers et de quelque chef que ce soit, des documents et des biens, de quelque nature qu'ils soient, que la Banque détient pour le compte du Client, constituent, pour la Banque, un gage indivisible et privilégié en garantie de l'exécution des engagements actuels et futurs, de quelque nature qu'ils soient, du Client envers la Banque. La Banque est autorisée à faire procéder aux frais du Client, en vue de préserver ses droits, à toutes les formalités nécessaires à la constitution du gage et à son opposabilité aux tiers. Le Client remplira toutes les formalités requises et la Banque remettra tous les renseignements et les documents nécessaires pour pouvoir invoquer l'existence du gage. La Banque a également le droit de demander de tels renseignements et documents à des tiers, débiteurs des créances mises en gage.

La Banque a également le droit, sans obligation aucune de sa part, de faire confirmer chaque nantissement séparément par le Client. Si le Client n'exécute pas ou exécute tardivement ses obligations envers la Banque, celle-ci a le droit, à son gré, dans le délai le plus bref possible, sans mise en demeure préalable et sans décision judiciaire et nonobstant toute situation de concours de:

- ▶ s'approprier les instruments financiers donnés en gage. Ces instruments seront estimés (i) selon le dernier cours de clôture connu si ces instruments sont cotés (dans le cas où ils seraient cotés sur plusieurs marchés, le cours de clôture sur le marché principal l'emportera) ou (ii) selon la valeur marchande réelle telle que déterminée par un expert désigné par la Banque ;
- ▶ réaliser les instruments financiers donnés en gage.



- E. Les soldes débiteurs exigibles peuvent être apurés de plein droit au moyen des soldes créditeurs au nom des personnes qui, soit conjointement, soit individuellement, sont tenues vis-à-vis de la Banque, que ce soit en ordre principal ou en ordre subsidiaire ou dans le cadre de cautions, d'aval ou d'autres garanties. La Banque a par conséquent le droit d'exécuter à tout moment l'ensemble des transferts nécessaires afin d'apurer le solde débiteur d'un compte avec le crédit d'un autre compte.

19

Protection des dépôts

La Banque est affiliée au système néerlandais de garantie des dépôts ainsi qu'au système de compensation des investisseurs.

Ces systèmes entrent en action lorsqu'une banque n'est plus en mesure de rembourser l'épargne qui lui a été confiée ou que les droits aux instruments financiers appartenant au client sont menacés. Le système prévoit le remboursement de maximum 100.000 EUR par titulaire de compte pour l'épargne confiée et de maximum 20.000 EUR (en supplément) par investisseur dans des instruments financiers. Le texte intégral est disponible auprès de la Banque.

20

Dispense de protêt

Quant aux effets de commerce que la Banque détient en qualité de propriétaire, bénéficiaire, porteur ou mandataire aux fins d'encaissement, elle n'est pas tenue de faire dresser protêt faute d'acceptation ou de paiement, ni d'adresser les avis prescrits par la loi en cas de défaut d'acceptation ou de paiement à son Client et aux autres signataires de l'effet de commerce, ni de respecter à cet effet les délais légaux prévus à cet effet. Si la Banque accomplit néanmoins ces formalités, aucune responsabilité de sa part n'est engagée.

21

Successions

- A. Lors du décès du/de la Client(e) ou de son époux(se), la Banque doit en être avertie sans retard et par écrit. Dès réception de cet écrit, les comptes, coffres bancaires et biens de la personne décédée et de son époux (se) sont bloqués ; les domiciliations, les ordres permanents et les procurations données par ou au défunt prennent fin. Si la Banque n'était pas informée ou informée tardivement du décès, elle n'assume aucune responsabilité quant aux opérations qui seraient effectuées après le décès.
- B. La Banque ne libère les avoirs du défunt et/ou de son époux(se) et/ou le contenu de ses coffres et n'autorise les opérations y relatives qu'après avoir satisfait aux obligations fiscales qui lui sont imposées et après avoir reçu les documents officiels établissant la dévolution de la succession (en principe, un acte ou un certificat d'hérédité délivré par un notaire) ainsi que de tous les autres documents que la Banque estimerait nécessaires. A tous égards, un accord écrit conjoint de l'ensemble des héritiers ou de leur mandataire commun est exigé pour effectuer toutes les opérations relatives aux avoirs du défunt.
- C. La Banque n'est autorisée à donner suite à une demande de renseignements relative aux avoirs du Client décédé que dans la mesure où ses obligations de discrétion professionnelle le lui permettent. Le Client accepte que la Banque puisse fournir au notaire liquidateur de la succession et à l'administration fiscale des renseignements à propos des avoirs et des opérations du Client auprès de la Banque et des services qu'il utilise.
- D. Les héritiers et ayants droit sont solidairement et indivisiblement tenus d'apurer les éventuelles situations de débits ainsi que de couvrir les frais découlant de l'ouverture de la succession en ce compris ceux de la Banque.
- E. Lors du décès d'un Client, la Banque envoie, sauf avis contraire émanant des ayants droit, la correspondance relative à la succession à la dernière adresse indiquée par le défunt. La Banque se réserve le droit, sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait, d'envoyer la correspondance à l'un des ayants droit, au notaire chargé de la liquidation de la succession ou à toute autre personne chargée de la gestion des intérêts des ayants droit. Dans ce cas, l'envoi de la correspondance est valable pour l'ensemble des héritiers et des ayants droit.
- F. Le Client doit savoir que sa succession est susceptible d'être soumise à l'US Estate Tax, conformément à la législation américaine relative aux droits de succession. L'US Estate Tax est prélevée sur la succession des citoyens et des résidents non américains si dans la succession se trouvent par exemple des biens immobiliers situés sur le territoire américain, des actions émises par une société américaine, certaines obligations émises par une instance publique ou une société américaine ou des fonds de placement de droit américain. Les héritiers du Client doivent se conformer à la législation américaine relative aux droits de succession.

22

Secret professionnel – Renseignements financiers et commerciaux

- A. La Banque ne communique aux tiers aucun renseignement concernant ses opérations avec un Client, à moins qu'elle n'ait reçu le consentement exprès du Client ou en cas d'obligation légale ou d'intérêt légitime.



- B.** La Banque peut donner suite à une demande émanant des Clients désirant recevoir des renseignements financiers et commerciaux. Les renseignements sont communiqués moyennant rémunération et à l'exclusion de toute responsabilité de la Banque. Ils sont strictement confidentiels et ne peuvent en aucun cas être communiqués par le Client à des tiers.

23

Enregistrement et traitement des données à caractère personnel

- A.** Le responsable du traitement des données à caractère personnel est l'agence belge d'ABN AMRO Bank nv, dont le siège est situé Roderveldlaan 5 b4, 2600 Berchem.
- B.** Le Client autorise la Banque à traiter l'ensemble des données personnelles le concernant et relatives à ses affaires financières professionnelles ou privées, à ses services bancaires et à ses opérations dans la mesure où ce traitement répond à des objectifs légitimes. Le Client doit informer ses représentants, ses personnes de contact et ses constituants de sûretés réelles du fait que la Banque enregistre et traite aussi leurs données à caractère personnel et le Client se fait fort d'obtenir l'autorisation de ces personnes à cette fin.

La Banque traite ces données aux fins de : 1) gestion de la clientèle de la Banque, 2) gestion des relations contractuelles, 3) l'établissement de statistiques et de tests, 4) information du Client sur les produits et services proposés par la Banque, 5) objectifs promotionnels. Le Client accepte que ces données puissent être communiquées aux autres sociétés du groupe auquel la Banque appartient ainsi qu'à tout autre tiers contractuellement lié à la Banque, établie dans des pays situés tant au sein qu'en dehors de l'Espace économique européen, pour réaliser certains travaux administratifs qui se rapportent 1) à la gestion de la clientèle de la Banque, 2) à la gestion de la relation contractuelle (on entend par là notamment la gestion de comptes, de paiements, d'opérations avec des instruments financiers, etc.), 3) à l'établissement d'analyses de marché, de statistiques et de tests, 4) à l'information du Client à propos des produits et des services que la Banque offre, 5) à des fins de promotion concernant les produits de la Banque ou d'autres sociétés au sein du groupe auquel la Banque appartient. Ces tiers sont sélectionnés par la Banque sur la base de critères stricts et sont tenus par contrat à la discrétion et à la confidentialité qui s'impose.

- C.** Le Client dispose d'un droit d'accès et de correction de ses données. Le Client dispose également d'un droit de s'opposer gratuitement à l'utilisation de ses données à des fins de promotion.
- D.** Dans le cas où le client voudrait faire usage de son droit d'accès et/ou de rectification ou encore voudrait faire valoir son droit d'opposition, il doit envoyer un courrier à la Banque à l'attention d'ABN AMRO Bank nv, Compliance Officer, Roderveldlaan 5 b4, 2600 Berchem, Belgique, avec une copie recto-verso de sa carte d'identité.
- E.** Information concernant une personne morale cliente, pourront être communiqué aux tiers sous les conditions de cet article.
- F.** A partir du 1er janvier 2014 la Banque est obligée de communiquer certaines données de ses clients au Point de Contact Central (PCC). Le PCC est régi par la Banque Nationale de Belgique (BNB) qui est située à 1000 Bruxelles, Boulevard de Berlaimont 14, www.bnb.be. Les données communiquées au PCC sont des données d'identification des clients et les numéros IBAN de leurs comptes bancaires ouverts le 1er janvier 2010 ou plus tard. A partir du 1er janvier 2015 la Banque sera également tenue de communiquer au PCC certaines données concernant certains types de contrat comme les crédits hypothécaires, prêts à tempérament, crédit à la consommation, contrats de leasing, ouvertures de crédit et contrats relatifs aux services de placement, en cours en 2014 ou plus tard. Tous ces données seront conservées par le PCC pendant 8 ans après (l'année de) la date de clôture des comptes ou contrats. Ces données seront à la disposition des autorités fiscales dans le cadre de investigations potentielles relatives aux fraudes fiscales (cfr. Article 322 § 3 CIR 92 et ses décrets d'exécution). Chaque Client a le droit de consulter les données enregistrées à son nom auprès de la BNB. Chaque Client a également le droit de faire rectifier ou supprimer toute donnée inexacte par l'institution financière qui a effectué la communication au PCC.

24

Tarifs, taux d'intérêt, impôts et frais

- A.** Les tarifs (frais, commissions, provisions) des services et produits fournis par la Banque ainsi que les taux d'intérêt de la Banque sont communiqués au Client par voie de prospectus, d'annexe à l'extrait de compte, d'une simple lettre ou par tout autre moyen.
- B.** La Banque se réserve le droit de modifier les tarifs et les taux d'intérêt. Ces modifications doivent être communiquées au Client le plus rapidement possible (pour ce qui est des modifications de taux d'intérêt) ou dans un délai raisonnable préalable à leur application (pour ce qui est des autres modifications) par courrier, au moyen d'annexe à l'extrait de compte et/ou par un message électronique. Le Client qui n'accepte pas les modifications appliquées à certains produits peut renoncer à ces produits dans une période de 30 jours après la communication. Les dispositions des présentes conditions bancaires relatives à la résiliation sont d'application. Les listes de tarifs et les taux d'intérêt sont gratuitement mis à la disposition du Client dans chaque agence de la Banque.



- C. En outre le Client supporte les frais découlant de mesures prises par les autorités et relatives aux avoirs du Client, y compris les avoirs déposés en coffre-fort ainsi que les frais de saisie, les oppositions ou revendications faites sur ces avoirs par des tiers, ainsi que tous les frais judiciaires et extrajudiciaires encourus par la Banque (y inclus les honoraires d'avocats) pour recouvrer ses créances à l'égard du Client, y inclus la réalisation des sûretés et/ou l'exercice de recours. Le Client supporte également tous les droits de timbre et d'enregistrement, toutes les taxes, tous les prélèvements, tous les impôts exigibles de plein droit en raison ou à l'occasion d'une opération avec la Banque.
- D. Les impôts sur les revenus que la Banque paie comme débiteur ou d'intermédiaire sont à charge du bénéficiaire de ces revenus.
- E. La Banque peut débiter de tout compte du Client chaque montant exigible dont il lui est redevable, même dans le cas où ce débit entraînerait un solde débiteur sur le compte ou un dépassement de la limite de crédit accordée.

25

Rupture de relations

- A. Sous réserve de législations particulières ou de dispositions particulières contraires, et sans être tenue de justifier leur décision, tant la Banque que le Client peuvent mettre fin à leurs relations complètement ou partiellement à tout moment et sans avoir à justifier leur décision moyennant un délai de résiliation de 30 jours annoncé par lettre recommandée. En outre, la Banque peut décider, sans justification, de ne proposer que certains produits et services au Client ou de subordonner un produit ou un service déterminé à des conditions particulières.
- B. En dépit de ce qui précède, la Banque peut décider, dans le cas où le Client ne respecterait pas ses engagements de bonne foi ou agirait de telle manière que la confiance de la Banque dans le Client serait compromise, de mettre fin immédiatement aux relations qui les lient par lettre recommandée. Ces motifs sont entre autres : la non-exécution d'une obligation, le dol ou une faute grave dans le chef du Client, une supposition d'insolvabilité, la liquidation judiciaire, la saisie, un crédit ébranlé, une supposition de fraude, une assignation en paiement.
- C. En cas de rupture des relations, sous réserve de dispositions particulières en matière de crédits, toutes les obligations du Client deviennent immédiatement exigibles, de plein droit et sans mise en demeure. Les intérêts débiteurs d'usage pour le débit ou la dette en question sont dus sur les soldes débiteurs et toutes les autres dettes existant à ce moment. A ce moment, la Banque porte également au compte du Client les provisions habituelles et frais de clôture dans la mesure où la loi l'autorise. Tous les moyens de paiement ainsi que les formulaires de virement et les cartes bancaires doivent être remis à la Banque immédiatement après la cessation des relations. Les avoirs de cet ancien Client auprès de la Banque cessent de porter intérêt à partir de la rupture des relations.
- D. Dans le cas où l'ancien Client, après remboursement de toutes sommes dues, disposerait encore d'un solde créditeur auprès de la Banque, cette dernière met ce crédit à disposition de l'ancien Client par la méthode déterminée par elle et aux risques et périls de l'ancien Client.
- E. Si, à la fin de la relation entre la Banque et le Client, des opérations à terme au nom de ce Client sont encore pendantes ou s'il subsiste des engagements contractés par la Banque en faveur du Client mais qui ne peuvent être immédiatement réglés, le Client doit fournir les sûretés exigées par la Banque dans les 3 jours sur simple requête de la Banque. Dans le cas où le Client reste en défaut de constituer les sûretés demandées, la Banque est autorisée, sans mise en demeure et aux frais du Client, à liquider ces opérations au cours du jour, au moment qu'elle juge opportun. La Banque décline toute responsabilité dans ce cas.

26

Modification des Conditions bancaires

- A. La Banque se réserve le droit de modifier aussi, à quelque moment que ce soit, ces Conditions bancaires ou tout contrat particulier à durée indéterminée.
- B. Le client est avisé de la modification via les extraits de compte ou autres correspondances adressées par la Banque et le cas échéant, par avis affichés dans les sièges de la Banque ou par courrier électronique. Sauf impératifs légaux ou réglementaires, elles sont opposables de plein droit au Client dès le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel la communication a été faite.

27

Droit applicable et attribution de compétence

- A. Sous réserve de dispositions contraires, les relations entre la Banque et le Client sont régies par la législation belge.
- B. Les recours sont exercés devant les tribunaux d'Anvers ou de Bruxelles ; la Banque a néanmoins le droit de introduire une procédure devant tout autre tribunal compétent selon le droit commun.
- C. Si une disposition est contraire à une disposition légale ou réglementaire, cette disposition doit être considérée comme non applicable. Une telle contradiction ne porte pas préjudice à la validité des autres dispositions du présent contrat.



II. Dispositions relatives aux comptes

28

Généralités

Tout Client peut ouvrir un compte auprès de la Banque. Sous réserve de réglementations spécifiques concernant certains comptes, des dérogations aux présentes Conditions bancaires ou sous réserve de dispositions contraires, tous les comptes sont soumis aux présentes dispositions.

29

La Banque peut ouvrir des comptes communs au nom de plusieurs personnes. Sous réserve de ce qui suit, ces comptes sont régis par les mêmes conditions que la catégorie du compte à laquelle ils appartiennent. Sous réserve de conventions contraires ou de procurations, tous les titulaires d'un seul et même compte ne peuvent en disposer qu'en agissant collectivement. Ils sont solidairement et indivisiblement responsables de l'ensemble des opérations effectuées sur ce compte ainsi que du remboursement d'un éventuel solde débiteur. La clôture du compte ne met pas fin à la solidarité et à l'indivisibilité de la responsabilité des cotitulaires. En cas de différend entre les codétenteurs en ce qui concerne leur capacité juridique relative à ce compte, la Banque se réserve le droit de suspendre l'utilisation de celui-ci jusqu'à ce qu'il lui ait été signalé par écrit l'issue de ce différend.

30

- A. Chaque compte doit présenter à tout moment un solde créditeur. La Banque se réserve le droit, sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait, de refuser totalement ou partiellement un ordre provisionné, même dans le cas du Titre II articles 33 ou 34. Un ordre de paiement ne peut être exécuté que si le compte concerné est suffisamment approvisionné en fonds librement disponibles pour payer la somme principale ainsi que les éventuels frais, impôts, taxes et redevances supplémentaires.
- B. Toute dérogation autorisée par la Banque quant à l'exigence d'un solde créditeur sur le compte ou lors d'un dépassement de crédit ne peut en aucun cas être invoquée comme constitutive d'un maintien droit au maintien ou à la répétition de semblables dérogations. La Banque a dès lors le droit, à tout moment, d'exiger le remboursement immédiat du solde débiteur du compte ou du dépassement de crédit.

31

Le Client souhaitant retirer un montant doit en informer la Banque au minimum 2 jours ouvrables bancaires avant le jour du retrait.

32

Le Client peut demander un reçu pour tout versement. Les virements, transferts ou remises exécutés par un correspondant de la Banque au profit du Client ne sont portés définitivement au compte de ce dernier qu'à partir du moment où la Banque est effectivement en possession des fonds transférés par le correspondant et ceci nonobstant la réception par la Banque d'un avis d'exécution émanant du correspondant. Sous réserve d'instructions contraires, les virements, transferts et remises dans une monnaie étrangère au profit d'un Client sont inscrits au compte dans la devise concernée. A défaut d'un tel compte ou en l'absence d'instructions du Client, le montant est converti en euros et inscrit au compte en euro déduction faite des frais de change.

33

Domiciliation – Ordres permanents

- A. Par voie de domiciliation, le Client peut donner ordre à la Banque d'exécuter automatiquement des paiements par le débit de son compte pour les factures et notes de débit adressées à sa charge et envoyées directement à la Banque par leurs bénéficiaires. Excepté pour les domiciliations au sens de la Loi sur les Services de Paiement l'enregistrement d'un ordre de domiciliation ne sort ses effets que 5 jours ouvrables bancaires après sa réception par la Banque. A défaut d'un ordre de domiciliation général, la Banque est en droit de considérer que le tiré par l'acceptation de l'effet, a admis la domiciliation qui y est indiquée.
- B. La domiciliation peut à tout moment être révoquée par le Client, la Banque ou le bénéficiaire. Une révocation par le Client ne sort ses effets que 5 jours ouvrables bancaires après réception de la révocation.

34

- A. Par voie d'ordre permanent, le Client donne ordre à la Banque de virer à des échéances précises un montant fixe sur un autre compte. Excepté les ordres permanents au sens de la Loi sur les Services de Paiement, un enregistrement ne sort ses effets que 5 jours ouvrables bancaires après réception de l'enregistrement.



- B. Chaque ordre permanent peut être modifié ou annulé au plus tard 5 jours ouvrables bancaires avant la date d'échéance. L'ordre permanent prend fin en cas de décès du Client ou en cas de clôture du compte auquel l'ordre permanent est lié.

35 Conditions des taux d'intérêt

- A. La Banque peut de plein droit et sans mise en demeure calculer des intérêts débiteurs pour toutes les situations de débit, de quelque nature qu'elles soient, tant en capital qu'en date de valeur, pro rata temporis et débiter le compte du montant de ces intérêts. Ce taux d'intérêt est communiqué et modifié de la même façon que défini au Titre I article 24.
- B. Un remboursement partiel des soldes débiteurs exigibles sera toujours, même pendant ou après une procédure éventuelle, imputé d'abord sur les frais puis sur les intérêts des soldes débiteurs en question et ensuite sur le capital ou le principal.
- C. En général, la Banque clôture le(s) compte(s) du Client annuellement pour comptabiliser les intérêts. Elle se réserve cependant le droit de clôturer les comptes à d'autres intervalles. Lorsque les intérêts créditeurs sont inférieurs à 5 EUR à la date de clôture, ils ne sont pas attribués.

36 Clôture de compte

La Banque est autorisée de clôturer les comptes inactifs (c.-à-d. les comptes qui présentent un solde nul ou un solde faible qui suite à l'imputation de frais deviendra débiteur et pour lequel aucune opération n'a été exécutée pendant 6 mois consécutifs) dans le cas où elle n'aurait reçu aucune réaction après une période de 3 mois suivant une requête écrite adressée au Client afin de réactiver le compte. Les comptes présentant un solde inférieur à 25 EUR sont clôturés; les soldes de 25 EUR ou plus sont encore tenus à disposition du Client ou de son mandataire pendant 2 ans.

37 Comptes à vue

- A. Si le compte est porteur d'intérêts créditeurs, les montants en euro ou dans une autre devise de l'EEE, versés ou virés sur des comptes à vue, produisent en principe des intérêts à partir du jour bancaire ouvrable où la Banque reçoit les fonds. Les comptes à vue en devises étrangères autres que les devises de l'EEE ne rapportent aucun intérêt.
- B. Sauf disposition expresse contraire, tous les comptes, à l'exception des comptes d'épargne, produisent des intérêts débiteurs.
- C. Les intérêts débiteurs et créditeurs, les modalités et la date de valeur sont mentionnés dans la Fiche d'information Services de paiement.
- D. La Banque et le Client peuvent à tout moment résilier chaque compte à vue par lettre recommandée moyennant un délai de préavis de 30 jours.

38 Comptes à terme et comptes d'épargne

Les comptes à terme fixe sont ouverts à tout moment de l'année pour une durée déterminée conventionnellement lors de l'ouverture du compte.

39

- A. Les sommes créditées en compte portent des intérêts à partir du deuxième jour ouvrable bancaire du dépôt sur, ou transfert à ce compte.
- B. Les intérêts produits sont crédités au compte à vue du Client sous avis à l'échéance du dépôt ou annuellement pour les comptes à terme de plus d'un an.

40

Le solde des comptes à terme ne peut être inférieur au minimum fixé par la Banque lequel est susceptible de modifications. Si le solde d'un compte à terme est inférieur au minimum prévu, la Banque se réserve le droit de transférer ce solde sur le compte à vue.

41

Sauf instructions contraires parvenant par écrit à la Banque au plus tard 2 jours ouvrables bancaires avant la date d'échéance, les comptes à terme sont automatiquement reconduits pour une période de même durée aux conditions en vigueur le jour de la reconduction.



41
bis

Un compte d'épargne est un compte en euro dont des retraits peuvent être effectués directement ou via le compte à vue pour le remboursement en espèces ou pour le transfert ou virement (à l'exception d'ordres permanents), sur un autre compte au nom du Client ou sur le dépôt d'épargne du conjoint ou d'un membre de la famille jusqu'au deuxième degré détenu auprès de la Banque pour le paiement de prêts ou de crédits que la Banque a octroyés au Client ou pour le paiement de primes d'assurance et des frais du compte d'épargne, de l'achat ou de la souscription à des titres et des frais de conservation de ceux-ci.

La Banque et le Client peuvent résilier à tout moment chaque compte d'épargne par lettre recommandée moyennant un délai de préavis de 30 jours.

42**Comptes à préavis**

La Banque ouvre des comptes pour lesquels un délai de préavis déterminé est fixé de commun accord lors de l'ouverture du compte. Sauf les dispositions particulières énumérées ci-après, le fonctionnement des comptes à préavis est soumis aux dispositions régissant les comptes à termes.

43

Les versements sur ces comptes peuvent être effectués à tout moment. Les prélèvements doivent être annoncés par écrit à la Banque autant de jours ou de mois auparavant, conformément au délai dudit compte.

44

Le préavis prend cours au moment où la Banque reçoit la demande de préavis. Les sommes pour lesquelles un préavis est donné sont portées au compte à vue à l'expiration du délai de préavis.

45**Comptes en monnaies étrangères**

La Banque ouvre des comptes en monnaies étrangères à des conditions établies séparément dans chaque cas.

46

Toutes les opérations et les avoirs en compte tombent de plein droit sous l'application de la réglementation belge du change et de toutes les autres dispositions légales ou réglementaires, entre autres fiscales, d'origine belge ou étrangère.

47

- A. Les dépôts en monnaies étrangères effectués par le Client auprès de la Banque font partie de l'avoir de la Banque chez ses correspondants du pays de la devise en question. En conséquence, toutes les dispositions fiscales ou autres promulguées dans ce pays ainsi que toutes les mesures prises par les autorités de ce pays sont applicables de plein droit aux avoirs précités. La Banque n'est pas responsable des conséquences qui pourraient en résulter (entre autres, limites à la disponibilité des avoirs).
- B. En raison des retards pouvant survenir dans la transmission des avis émanant des correspondants de la Banque, celle-ci se réserve le droit de donner effet rétroactivement vis-à-vis du déposant, à toute mesure ou fait susmentionné, ci-dessus y compris en matière de taux d'intérêts.

48

Sous réserve du respect des limitations monétaires belges ou étrangères, la Banque a la faculté de rembourser les avoirs en monnaies étrangères soit par chèque payable dans le pays en question ou par virement à tous autres comptes à désigner et tenus dans la même devise. Le remboursement en argent comptant en monnaies étrangères n'est pas possible.

III. Crédits**49**

La Banque octroie à ses clients des crédits réalisés sous différentes formes tels que crédit de caisse, crédit promesse, crédit d'escompte cédant et fournisseur, crédit d'acceptation, crédit d'investissement, garanties, cautionnement, crédit documentaire, financements, etc... Les crédits consentis par la Banque sont régis par les règlements et conditions qui leur sont propres, sans préjudice de l'application des dispositions des présentes Conditions compatibles avec celles des règlements et conditions particulières précités.



IV. Operations d'encaissement

50

Dispositions générales

- A. Les opérations d'encaissement confiées à la Banque à l'étranger (chèques, lettres de change, billets à ordre, quittances) sont régies par les Règles Uniformes relatives aux Encaissements rédigées par la Chambre de Commerce Internationale à Paris, pour autant que les dispositions qui y sont reprises ne soient pas en contradiction avec les présentes Conditions bancaires ou d'autres conditions de la Banque. Le Client déclare avoir connaissance de ces Règles Uniformes dont le texte peut être consulté dans chaque siège de la Banque.
- B. Les frais d'encaissement ainsi que le moment à partir duquel les montants recouverts produisent des intérêts sont déterminés sur la base d'un tarif disponible sur demande. Si le document est réclamé par le remettant avant la présentation, la provision sur les frais d'encaissement reste acquise à la Banque.

51

La Banque se réserve le droit de faire régulariser le document transmis à l'encaissement aux risques et périls du Client, à l'exclusion de toute responsabilité de la Banque en la matière.

52

La Banque n'est pas responsable du contrôle de l'authenticité et de la validité des signatures et des mentions figurant sur les documents remis à l'encaissement.

La Banque ainsi que ses correspondants ne sont pas tenus d'observer les formalités et délais légaux pour la conservation des droits attachés au document remis à l'encaissement. Elle décline toute responsabilité du chef de non-observation des délais légaux pour la présentation à l'acceptation ou au paiement, pour la signification des protêts et pour l'avis de non-acceptation ou non et pour l'accomplissement des formalités correspondantes à l'étranger. Cette disposition vaut notamment mais pas limitativement dans les cas suivants: chèques; chèques et lettres de change payables dans une localité où il n'y a ni huissier de justice ni bureau de poste, traites payables dans la localité où elles ont été confiées à un siège de la Banque et dont, au moment de leur remise, le délai nécessaire à la présentation est inférieur à 6 jours ouvrables bancaires ou qui ont moins de 6 jours ouvrables bancaires à courir au moment de leur remise, les traites payables dans d'autres localités du pays et dont le délai nécessaire à la présentation est inférieur à 8 jours ouvrables ou qui ont moins de 8 jours ouvrables à courir au moment de leur remise, les traites à l'étranger remises tardivement, les traites dont la date d'échéance a été reportée, les traites dont l'une ou l'autre mention est erronée, imprécise, incomplète ou modifiée.

53

Les traites et les documents sont envoyés par les services de la Banque, aux frais et aux risques et périls du Client, à ses correspondants pour l'encaissement. La Banque n'est pas responsable d'une éventuelle interprétation erronée que le correspondant donne aux instructions que celui-ci reçoit ou des conséquences d'une éventuelle cessation de ses paiements.

54

Décompte

- A. La Banque ne paie, en principe, le produit net de l'encaissement qu'après encaissement effectif. Néanmoins, elle peut créditer, sous réserves, le compte du remettant après avoir reçu un avis de mise en demeure de son correspondant. Si toutefois le document d'encaissement restait impayé, la Banque peut toujours, sans mise en demeure, débiter de plein droit le compte du Client du montant resté impayé. Cette contre-passation ne portera pas préjudice au droit de la Banque de conserver les traites impayées en gage et d'exercer à son profit tous les droits attachés aux dits effets.
- B. La Banque se réserve le droit, jusqu'à liquidation des lettres de change qui lui ont été présentées pour encaissement, d'accepter les chèques et autres moyens de paiement établis par le tiré desdites traites. Dans ce cas, la Banque peut remettre les effets au tiré, à l'exclusion de toute responsabilité si les chèques ou autres moyens de paiement ne sont pas honorés.
- C. Les effets de commerce en monnaies étrangères qui doivent être crédités en euro sont convertis au meilleur cours du moment.

55

Les encaissements d'effets de commerce payables à l'étranger se font aux risques et périls du Client. La Banque décline toute responsabilité du chef de restrictions ou de mesures que pourrait imposer ou introduire ses propres autorités ou les autorités étrangères. Etant donné que les dispositions législatives dans certains pays accordent le droit, en particulier aux tirés et aux bénéficiaires de chèques et de traites, d'exiger du cédant le remboursement des chèques ou traites lorsque après le paiement, l'authenticité de l'une des signatures est contesté ou que l'on constate une falsification de l'une des mentions sur le chèque ou l'effet, les remettants sont tenus de rembourser à la Banque sans délai tous chèques ou effets qui seraient retournés à la Banque pour l'un de ces motifs et ce sur simple demande écrite de sa part; en pareil cas la Banque se réserve le droit de débiter sans mise en demeure et de plein droit le compte du cédant.



56**Encaissement documentaire**

La Banque se charge de l'encaissement des documents (entre autres connaissements, polices d'assurances, factures), accompagnés ou non d'effets de commerce à remettre contre paiement, acceptation, trustreceipt ou autres engagements.

57

La Banque n'assume aucune responsabilité quant à la forme, à la régularité ou à l'authenticité des documents, ni de l'authenticité des signatures sur les documents qu'elle a acceptés à l'encaissement, ni quant à la quantité, au poids, à la qualité, à l'état, à l'emballage ou à la valeur de la marchandise représentée par ces documents, ni quant aux conditions de la police d'assurances ou la solvabilité des assureurs.

La Banque n'est pas non plus responsable des actes posés par des tiers qui interviennent dans le cadre d'opérations d'encaissement, tels que les services postaux ou d'autres sociétés de transport, sauf si le choix de ces tiers constitue une faute grave ou une fraude dans le chef de la Banque.

**57
bis**

Le Client garantit, à l'égard de la Banque, l'authenticité et la régularité des signatures apposées sur les documents financiers et libère la Banque de toute responsabilité en cas de recours par des tiers en vertu d'usages généralement admis ou de dispositions légales, et ce, à durée indéterminée. La Banque a le droit de débiter le compte du Client du montant des documents financiers renvoyés.

58

Sauf dispositions contraires, la Banque ne peut être désignée comme destinataire ou consignataire des marchandises.

59

La Banque n'est pas responsable du manque d'instructions précises relatives à la délivrance des documents, l'assurance, l'expédition, l'entreposage des marchandises, etc.

60

Les encaissements documentaires sont régis, sauf dispositions contraires dans les Conditions bancaires, par les Règles Uniformes relatives aux Encaissements de la Chambre de Commerce Internationale à Paris, dont le texte peut être consulté dans chaque siège de la Banque.

V. Dispositions relatives aux opérations sur titres

61

En ce qui concerne la prestation de services sur titres, les « Conditions de prestation de services sur titres d'ABN AMRO » s'appliquent : elles sont complétées par ces Conditions bancaires générales pour autant que ces dernières ne dérogent pas aux Conditions de prestation de services sur titres.

VI. Dispositions relatives au commerce en diamants

62

La Banque souscrit explicitement à toutes les résolutions des Nations Unies, aux recommandations et réglementations internationales ainsi qu'aux mesures des gouvernements et de l'industrie pour prévenir et mettre fin au commerce, financement et toutes autres formes d'assistance (directe ou indirecte) illicites de diamants. Les services bancaires resteront limités aux transactions diamantaires approuvées ou contrôlées par les autorités compétentes conformément à la réglementation, restrictions et recommandations que celles-ci soient internationales, supranationales, nationales, professionnelles en vigueur à ce jour.

Le Client déclare adhérer aux principes susmentionnés de la Banque et, par conséquent, s'engage à ne pas conclure de transactions liées aux diamants lorsqu'il sait ou devrait savoir que l'origine de ces derniers est illicite. Tous les services bancaires, y compris les mouvements de débit et de crédit passant par le(s) compte(s) auprès de la Banque doivent être liés à des transactions conformes à la réglementation spécifique régissant le commerce de diamants.



La Banque se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles, à sa discrétion, y compris celle de mettre un terme immédiat aux relations au cas où une transaction est présumée d'origine illicite. A aucune condition la Banque ne pourra être tenue responsable des dommages, frais et inconvénients découlant de son droit de refuser, suspendre, annuler ou révoquer toute transaction non-conforme à la réglementation spécifique régissant le commerce de diamants.

VII. Conditions de prestation de services sur titres d'ABN AMRO

1

Définitions :

- ▶ **ABN AMRO** : ABN AMRO Bank nv, dont le siège est établi à Amsterdam, Gustav Mahlerlaan 10, 1082 PP Amsterdam, agissant par l'intermédiaire de son agence belge, dont le siège est établi Roderveldlaan 5 b4, 2600 Berchem, et inscrite au registre des personnes morales Anvers sous le numéro BE 0819.210.332 et ses successeurs en titre éventuels ;
- ▶ **Conseil** : la fourniture de recommandations personnalisées au Client, soit à sa demande, soit à l'initiative d'ABN AMRO, concernant une ou plusieurs opérations qui se rapportent à des titres ;
- ▶ **Canal d'investissement** : le canal par lequel le Client communique avec ABN AMRO, notamment pour la transmission d'ordres, où une distinction est faite entre la transmission d'ordres par le biais d'un conseiller (canal du conseil) ou indépendamment sans conseiller ;
- ▶ **Marge de dépense** : le total (i) du solde sur le compte bancaire, plus (ii) la limite de crédit éventuelle convenue sur le compte bancaire moins (iii) la couverture pour les appels de marge et les réservations sur le compte bancaire (par exemple pour des ordres sur titres en cours ou des ordres de paiement déjà introduits) ;
- ▶ **Bourse** : toute plate-forme commerciale sur laquelle on peut agir par le biais d'ABN AMRO ;
- ▶ **FSMA** : l'Autorité des services et marchés financiers, dont le siège est établi rue du Congrès 12-14, 1000 Bruxelles ;
- ▶ **Titres** : tous les instruments financiers dans lesquels le Client peut investir par le biais d'ABN AMRO ;
- ▶ **Prestation de services sur titres** : tous les services qu'ABN AMRO offre et fournit concernant la réalisation ou la demande de réalisation d'opérations sur titres au nom et pour le compte du Client (à savoir, sans limitation, la souscription à des émissions de titres, l'encaissement de coupons et de titres remboursables, la conversion d'obligations convertibles, la régularisation de titres, ...) ;
- ▶ **Portefeuille de titres** : le total des titres tenus en dépôt pour le Client par le biais d'ABN AMRO ;
- ▶ **Compte-titres** : le compte sur lequel sont gérés les titres que le Client obtient à la suite d'opérations sur titres ou d'événements sur ces titres ;
- ▶ **Compte bancaire** : le compte bancaire détenu par le client auprès d'ABN AMRO au détriment ou en faveur duquel des opérations sur titres sont réalisées ;
- ▶ **Bulletin d'information** : un document qui contient des informations importantes pour les Clients, dont notamment les descriptions des risques des différents types de titres ;
- ▶ **Contrat** : le contrat conclu avec le Client et auquel les présentes Conditions de prestation de services sur titres s'appliquent ;
- ▶ **Conditions de prestation de services sur titres** : les présentes Conditions de prestation de services sur titres d'ABN AMRO, ainsi que la Fiche d'information et la politique d'ABN AMRO par rapport à l'exécution d'ordres ;
- ▶ **Jour ouvrable** : chaque jour où les bureaux d'ABN AMRO sont ouverts au public.

2

Champ d'application

- 2.1 Les Conditions de prestation de services sur titres s'appliquent à l'ensemble des relations qui découlent de la prestation de services sur titres entre le Client et les établissements d'ABN AMRO en Belgique, sauf si elles sont expressément supplantées pour certaines parties par d'autres conditions applicables.
- 2.2 Outre les Conditions de prestation de services sur titres, les relations entre le Client et les établissements d'ABN AMRO en Belgique sont également soumises aux Conditions bancaires générales (et à d'éventuelles autres conditions spécifiques) d'ABN AMRO, pour autant que les présentes Conditions de prestation de services sur titres ne dérogent pas à ces dernières.

3

Autres conditions applicables

- 3.1 Les investissements dans des options ne sont possibles qu'après la conclusion d'un contrat distinct s'y rapportant qui contient notamment les conditions en matière d'appel de marge.
- 3.2 Dans d'autres cas, ABN AMRO peut également décider que d'autres conditions ou dispositions relatives à la relation juridique entre ABN AMRO et le Client s'appliquent, outre les présentes Conditions de prestation de services sur titres et par dérogation à celles-ci, et ce, en fonction du type de prestation de services sur titres, du canal d'investissement choisi ou du type de titre.



- 3.3** Outre les conditions posées par ABN AMRO, les prescriptions, les conditions et les règles boursières applicables s'appliquent également aux ordres d'achat ou de vente de titres.

4

Classification des clients

- 4.1** Le Client est catégorisé par ABN AMRO en tant qu'investisseur non professionnel, investisseur professionnel ou contrepartie entrant en ligne de compte. Cette classification est déterminante pour le niveau de protection auquel le Client a droit.
- 4.2** Au début de la prestation de services sur titres qui est fournie au Client, ABN AMRO classifiera le Client et l'en informera. Le Client peut demander une autre classification que celle qui lui est attribuée initialement. ABN AMRO n'est pas tenue d'honorer une telle demande. ABN AMRO peut accéder à la demande sous conditions. Une telle modification de la classification peut impliquer pour le Client la perte de l'avantage de certaines mesures de protection dont il aurait autrement bénéficié.
- 4.3** Le Client est tenu de communiquer par écrit à ABN AMRO toutes informations susceptibles d'entraîner la modification de sa classification.

5

Profil d'investisseur

- 5.1** En fonction du type de prestation de services sur titres et du canal d'investissement choisi, ABN AMRO recueille des informations auprès du Client concernant sa position financière, ses connaissances, son expérience, ses objectifs d'investissement et son appétit pour le risque en vue de l'établissement et de la détermination du profil d'investisseur du Client. Le Client est tenu de fournir des informations complètes et suffisamment détaillées à ABN AMRO lors de la conclusion du contrat.
- 5.2** Le Client s'engage à informer le plus rapidement possible par écrit ou par voie électronique ABN AMRO de toute éventuelle modification des informations visées au Titre VII article 5.1. Le Client est censé être conscient du fait que la fourniture inexacte ou incomplète de ces informations à ABN AMRO peut entraîner qu'ABN AMRO ne puisse fournir au Client une prestation de services sur titres optimale. En outre, en cas d'informations incorrectes ou incomplètes, la Banque a le droit de refuser au Client l'accès à tout ou partie des services de sa prestation de services sur titres.
- 5.3** ABN AMRO peut se fier sans plus aux informations fournies oralement ou par écrit par le Client concernant le profil d'investisseur. Elle ne sera pas tenue de contrôler l'exactitude des informations qui lui sont fournies ou de les confronter aux développements actuels pendant la prestation de services sur titres.

6

Execution Only

- 6.1** Si et pour autant que le Client utilise des canaux directs pour ses ordres sur titres, il est toujours question d'une prestation de service en Execution Only. Les ordres qui sont transmis par ces canaux directs sont censés être effectués à l'initiative du Client et non sur les conseils d'ABN AMRO.
- 6.2** Afin de permettre à ABN AMRO de vérifier si le service et un ordre sur titres déterminé qui est transmis par un canal direct convient au Client, celui-ci est tenu de fournir des informations à ABN AMRO préalablement à la prestation de services en Execution Only à propos de ses connaissances et de son expérience concernant ce service et les titres concernés, dans lesquelles on investit par le biais de la prestation de services en Execution Only. L'attention du Client est expressément attirée sur le fait que si ABN AMRO ne reçoit pas ou pas complètement ces informations du Client, ABN AMRO n'est pas en état d'évaluer si ce service et les titres concernées conviennent au Client. ABN AMRO n'évaluera pas l'à-propos sur la base des connaissances et de l'expérience d'ordres donnés par le biais des canaux directs s'ils se rapportent à (a) des actions admises à la vente sur un marché réglementé ou un système comparable à un marché réglementé d'un Etat non membre de l'Espace économique européen, (b) des instruments habituellement négociés sur le marché monétaire (titres de créance à court terme tels que les dépôts), (c) des obligations négociables ou d'autres titres de créance, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'obligations convertibles ou de titres de créance convertibles et (d) des droits de participation dans un organisme de placement collectif en titres (OPC) et d'autres organismes de placement ouverts ou d'autres titres tel que le site Internet d'ABN AMRO le communiquera. Le Client est conscient du fait qu'ABN AMRO n'avertira en aucune façon contre les risques de ces investissements pour son portefeuille spécifique de titres.
- 6.3** Sauf stipulation contraire à celle du deuxième alinéa du présent article, ABN AMRO n'est pas tenue, lors de l'exécution de l'ordre par la prestation de services en Execution Only, de confronter l'ordre de toute autre manière que ce soit, en ce compris la position financière ou l'objectif d'investissement du Client.



7

Relation de conseil

ABN AMRO ne peut donner des conseils en placements que dans le cas où le client a signé un contrat en ce sens.

8

Gestion de fortune

ABN AMRO ne gèrera le compte-titres du Client à titre de gestionnaire de fortune que si un autre contrat écrit a été conclu à cette fin avec le Client.

9

Informations relatives à l'investisseur

- 9.1** Les conseils, les opinions générales et les autres informations relatives à l'investisseur ne garantissent en aucun cas un résultat d'investissement spécifique. Ils sont en outre déterminés par les circonstances du moment où ils sont formulés et ne sont donc que temporairement valables.
- 9.2** Si, lors de l'établissement des conseils, des opinions générales et des autres informations relatives à l'investisseur, ABN AMRO utilise des informations de tiers, ABN AMRO n'est pas responsable du caractère inexact ou incomplet de telles informations.
- 9.3** Le Client détermine toujours lui-même s'il va se servir des conseils, des opinions générales et des autres informations relatives à l'investisseur fournis par ABN AMRO (au cas où le contrat visé au Titre VII article 8 est conclu).

10

Risques et responsabilité générale

- 10.1** La Fiche d'information explique les caractéristiques des différents types de titres et de prestations de services portant sur des titres ainsi que les risques afférents. En ce qui concerne les descriptions des caractéristiques et des risques des titres spécifiques, il est également fait référence aux descriptions de produits établies à cette fin et aux informations rendues obligatoires en vertu de la loi, en ce compris l'éventuel prospectus (simplifié) et la notice financière.

Le Client s'engage à prendre connaissance des informations susmentionnées préalablement à l'achat de titres. La Banque n'est pas responsable du contenu des prospectus et des annexes financières qui ont été établis par des tiers.

- 10.2** L'exécution d'ordres sur titres donnés par le Client et de la liquidation y liée par ABN AMRO se fait toujours aux risques et périls du Client, également si ABN AMRO s'y engage en son nom propre.
- 10.3** Si le contrat est conclu au nom du Client par plusieurs personnes (morales), chacune de ces personnes est solidairement responsable à l'égard d'ABN AMRO du respect des obligations qui découlent de la prestation de services sur titres.
- 10.4** ABN AMRO sera responsable à l'égard du Client en cas de non-exécution ou d'exécution incorrecte d'un ordre reçu correctement par ABN AMRO, si la non-exécution ou l'exécution incorrecte de l'ordre est due à une faute imputable à ABN AMRO.
- 10.5** ABN AMRO n'est pas responsable des dommages que le Client subit suite à des mesures qui sont imposées de l'extérieur, comme notamment une modification de la législation ou de la réglementation, la désignation d'un organe de contrôle ou une prescription d'une Bourse.

11

Fin de la prestation de services quant à certains titres et certains types de prestation de services sur titres

- 11.1** ABN AMRO peut décider à tout moment de mettre un terme à sa prestation de services à titre d'intermédiaire dans le commerce de titres à une bourse déterminée ou dans le commerce de certains (types de) titres. ABN AMRO peut également décider à tout moment de mettre un terme à certains types de prestation de services sur titres.
- 11.2** ABN AMRO informera le Client au préalable d'une telle décision sans qu'elle ne soit tenue d'en donner les raisons. Si elle a décidé de mettre un terme à sa prestation de services à titre d'intermédiaire dans le commerce de titres à une bourse déterminée ou dans le commerce de certains (types de) titres, ABN AMRO donnera au Client un délai endéans lequel les titres concernés peuvent être transférés vers un autre établissement ou être vendus par son biais. Ce délai commence à courir le premier jour ouvrable suivant la date de la lettre par laquelle le Client est informé et s'élève à au moins dix jours ouvrables.

Au terme du délai donné, ABN AMRO est autorisée à vendre les titres (restants) à propos desquels ABN AMRO met un terme à sa prestation de services pour le compte du Client et à en porter le produit au crédit du compte bancaire du Client sans qu'une annonce ou concertation ultérieure ne soit requise.



12

Communication d'ordres

- 12.1** Si le contrat est conclu par plusieurs personnes (morales), chacune d'entre elles est séparément autorisée à donner des ordres à ABN AMRO dans le cadre de la prestation de services sur titres.
- 12.2** Avant que le Client ne donne un ordre, il est tenu de se procurer des informations à propos du titre qu'il souhaite négocier, de la bourse où la négociation a lieu, de la négociation de ce titre et pour autant que cela s'applique à l'entreprise.
- 12.3** ABN AMRO peut lier des conditions à certains ordres, comme la fourniture par le client d'une limite de cours et/ou de temps.
- 12.4** Sans préjudice au Titre I articles 10.C. et 15.C. des Conditions bancaires, ABN AMRO est autorisée à accepter les ordres donnés par téléphone, auquel cas le Client confirmera, le jour même encore, ces ordres par écrit ; le Client assume le risque lié à la communication téléphonique d'ordres. ABN AMRO est autorisée à enregistrer les conversations téléphoniques avec le Client sur support audio, et notamment celles qui concernent les ordres donnés. ABN AMRO n'y est toutefois en principe pas contrainte. ABN AMRO n'est pas tenue d'informer le Client à chaque fois qu'elle enregistre une conversation téléphonique sur support audio.
- 12.5** Si le Client souhaite qu'un ordre soit mis en bourse en vue de son exécution à une date déterminée, il doit expressément en convenir avec ABN AMRO.
- 12.6** A partir du moment où il donne un ordre d'achat, le Client veillera à ce que la marge de dépense soit suffisante pour l'exécution intégrale de son ordre.
- 12.7** Lorsqu'un ordre non encore exécuté est modifié ou confirmé, sans la mention expresse et univoque qu'il s'agit d'une modification ou d'une confirmation, cet ordre est considéré comme un nouvel ordre qui sera joint au premier ordre.
- 12.8** Le Client qui donne un ordre autorise en même temps ABN AMRO à dévoiler son identité et d'autres informations le concernant tant à l'autorité de marché compétente qu'à d'autres instances de contrôle qui en font la demande.
- 12.9** La Banque détient les titres et intervient dans l'exécution des ordres en tant qu'intermédiaire (nominee), sauf demande explicite du Client de se faire inscrire directement au registre des participants d'un organisme de placement collectif. Le Client a toujours le droit de demander à la Banque de ne pas intervenir en tant que nominee, mais de faire inscrire les titres à son nom. Le Client peut également toujours demander à la Banque d'intervenir en tant que nominee. La Banque a le droit de facturer des frais pour la conversion de nominee à inscription directe des titres et vice versa.

13

L'approbation d'ordres par ABN AMRO

- 13.1** ABN AMRO approuve un ordre si le Client dispose d'une marge de dépense suffisante pour son exécution intégrale. Le Client accepte qu'ABN AMRO débite son compte pour couvrir l'exécution d'un ordre ou transfère des titres de son portefeuille de titres à concurrence de la couverture imposée par les dispositions légales, réglementaires et contractuelles. ABN AMRO peut, le cas échéant, demander/exiger des sûretés supplémentaires ou un paiement complémentaire.
- 13.2** Si la Marge de dépense n'autorise pas l'exécution intégrale de l'ordre, ABN AMRO se réserve le droit de ne pas transmettre l'ordre à la Bourse pour une exécution partielle.
- 13.3** De l'approbation d'un ordre jusqu'à la réalisation de l'opération qui en découle, ABN AMRO a le droit de bloquer, en cas d'achat, le compte bancaire du Client pour le total du montant dû à prévoir ou, en cas de vente, les titres y liés, jusqu'à la liquidation de l'opération. En cas d'achat, il est également tenu compte, lorsqu'il est question d'un crédit sur titres, en cas de blocage du compte bancaire, de la valeur de couverture des titres ainsi que de la limite de crédit qui entraîne l'exécution de l'ordre.
- 13.4** ABN AMRO se réserve le droit de n'exécuter les ordres de vente qu'après réception des titres concernés. Les coupons payables ne peuvent plus être attachés aux titres, les coupons non encore payables doivent y être attachés. La banque se réserve le droit de procéder au rachat de titres pour lesquels un ordre de vente a été donné et qui n'ont pas été livrés à temps ou sont irréguliers ; les coûts et les risques sont à charge du Client. ABN AMRO se réserve en outre le droit de n'exécuter que les ordres qu'il lui est matériellement possible de transmettre à temps au correspondant.
- 13.5** Sauf instruction contraire reçue à temps et moyennant une marge de dépense suffisante, ABN AMRO a le droit d'exécuter d'office les versements (complets) exigés relatifs aux titres du client en débitant le compte bancaire du Client.

14

Exécution des ordres

- 14.1** Lors de l'exécution d'ordres donnés par les Clients en ce qui concerne les titres ainsi que de l'introduction et de la transmission d'ordres à des tiers, ABN AMRO agira conformément à la politique d'exécution des ordres menée par ABN AMRO et applicable au Contrat.



- 14.2** Les ordres sur titres transmis à une bourse par ABN AMRO en vue de leur exécution qui ne sont pas donnés par le Client à titre d'ordres journaliers restent, sauf instructions contraires, valables jusqu'au dernier jour de bourse du mois suivant le mois où ils ont été donnés.
- 14.3** Le Client consent à ce qu'ABN AMRO puisse grouper des ordres avec ceux d'autres clients, auquel cas les ordres ne sont pas directement mis en bourse en vue de leur exécution. ABN AMRO ne recourra à cette compétence que s'il est peu probable que le groupement d'ordres soit désavantageux pour le Client. On ne peut toutefois exclure l'éventualité que le groupement d'ordres soit désavantageux pour le Client dans un cas spécifique. Si ABN AMRO n'est pas en mesure d'exécuter complètement les ordres groupés, les titres concernés sont attribués proportionnellement à l'importance des ordres originaux. Toutes les attributions d'ordres par ABN AMRO se feront au cours moyen de la partie exécutée de l'ordre groupé.

15

Confirmation d'ordres et exécutions – différence entre l'ordre et l'exécution de celui-ci

- 15.1** A moins qu'un ordre ne soit exécuté le même jour où il est mis en bourse, les Clients reçoivent une confirmation d'ordre concernant chaque ordre approuvé.
- 15.2** ABN AMRO envoie aux Clients, après que l'exécution d'un ordre est devenue définitive d'après la (règle de la) bourse concernée, dans la plupart des cas au plus tard le premier jour ouvrable suivant l'exécution ou, si ABN AMRO reçoit une confirmation d'une tierce partie, au plus tard le premier jour ouvrable suivant la réception de la confirmation de cette tierce partie, par écrit ou par voie électronique, une confirmation de la transaction sur titres contenant des informations sur l'exécution et les montants dès lors dus. Si un ordre ne peut être exécuté qu'au moyen de plusieurs transactions sur une même journée, la confirmation de l'exécution de cet ordre comporte en tout cas le moment de la dernière transaction.
- 15.3** Les informations relatives à l'exécution d'un ordre et aux montants dus, pour autant qu'elles soient fournies par ABN AMRO d'une autre manière que par une confirmation de l'opération sur titres durant la période qui débute directement au moment où l'ordre est donné par le Client et qui s'étend jusqu'à 2 heures après le moment où l'exécution est définitive d'après la (règle de la) bourse concernée, sont toujours sous réserve.
- 15.4** Si le Client n'a pas contesté le contenu des aperçus périodiques, des extraits de compte, des confirmations d'ordre ou d'autres relevés qui lui sont envoyés soit sur papier, soit par voie électronique dans la semaine suivant la réception présumée des relevés par lui, le Client est supposé en avoir approuvé le contenu.

16

Liquidation d'opérations

- 16.1** ABN AMRO créditera ou débitera exclusivement le compte-titres du Client des titres achetés ou vendus tout en débitant ou en créditant simultanément le compte bancaire du Client du montant dû ou à recevoir, et ce, en rapport avec l'exécution d'un ordre.
- 16.2** La livraison de titres dépend de tiers et des délais en vigueur sur la bourse concernée pour la liquidation et peut prendre quelque temps ; par conséquent, ABN AMRO ne contracte aucun engagement concernant le délai de livraison. Cela vaut tant pour les opérations d'achat que de vente.
- 16.3** Si le Client demande la livraison matérielle de titres, il s'engage à venir chercher les titres dans les 3 mois suivant l'avis de mise à disposition qui lui est envoyé. Après l'expiration de ce délai, la banque peut conserver les titres pour le compte et aux frais du client dans un portefeuille de titres existant au nom du Client ; si le Client ne possède pas un tel portefeuille de titres, ABN AMRO peut ouvrir un portefeuille de titres au nom du Client. Ce paragraphe s'applique également aux titres qui ont été remis par le Client en vue de leur vente, cette vente n'ayant pu être réalisée ; le délai précité de 3 mois court à partir de l'avis informant que la vente n'a pas pu être réalisée.

17

Souscription à des émissions

Les dispositions des Conditions de prestation de services sur titres relatives à l'achat de titres ou aux ordres y afférents (ou à la liquidation de ceux-ci) s'appliquent dans la mesure du possible à la souscription d'émissions.

18

Opposition

Le Client peut consulter auprès d'ABN AMRO le Bulletin des titres frappés d'opposition. Le Client supporte toutes les conséquences découlant du dépôt ou de la négociation de titres frappés d'opposition ou de valeurs ou certificats qui ne sont plus valables. Le Client est tenu d'indemniser ABN AMRO à la première demande de celle-ci pour l'ensemble des dommages qu'elle a encourus suite à une quelconque opération relative à de tels titres ou de telles valeurs. ABN AMRO a le droit de débiter les comptes du Client, sans mise en demeure, du montant de la contre-valeur et sans préjudice de tout autre dommage éventuel pour lequel une indemnisation peut être exigée. Une opposition extrajudiciaire n'est pas admise en matière de titres.



19

Dépôt de Titres

- 19.1** Lors du dépôt des Titres, une quittance est remise au Client reprenant l'identification des Titres déposés.
- 19.2** Sauf instruction contraire, les Titres déposés en dépôt ouvert sont soumis au régime de fungibilité conformément à l'AR nr. 62 du 10 novembre 1967. La Banque n'est donc redevable d'aucune obligation de numérotation et n'est dans l'obligation que de livrer uniquement des Titres du même type et de même valeur. Dans le cas d'un tirage au sort, ABN AMRO, agissant en bon père de famille, effectuera la distribution de l'instrument financier concerné entre les déposants.
- 19.3** Le Client doit donner en temps utile à ABN AMRO les instructions nécessaires à l'exécution des opérations relatives aux Titres déposés. A défaut d'instructions, ABN AMRO exécute au mieux les opérations d'usage pour le compte du Client, notamment le détachement des coupons, l'encaissement des dividendes, intérêts, Titres remboursables et le capital ou l'accroissement de capital des Titres déposés ; dans ce cas, ABN AMRO ne pourra être tenue responsable de l'exécution tardive ou de l'inexécution des droits attachés aux Titres. ABN AMRO porte au crédit du compte bancaire les montants à encaisser, sous déduction des charges et des frais, et s'il est d'application, du précompte mobilier. Le Client peut donner des instructions contraires à ABN AMRO, qui ne peut accepter ces instructions que dans la mesure où elles sont complètement conformes aux circulaires de la FSMA en la matière. Le crédit est effectué, sous réserve de l'encaissement effectif, sur le compte ; si ABN AMRO n'obtient pas ultérieurement le paiement effectif, elle se réserve le droit de débiter, de plein droit, le compte du Client, du montant crédité par elle, augmenté de tous les frais et des différences de cours le cas échéant. ABN AMRO se doit de faire expressément des réserves quant à la bonne fin des opérations d'encaissement de coupons et Titres remboursables effectuées à l'étranger en raison des restrictions existant actuellement ou pouvant être édictées ultérieurement en matière de commerce de devises et d'exportation de capitaux.
- 19.4** Des droits de garde sont dus pour la conservation des Titres confiés à ABN AMRO. Les tarifs sont disponibles dans chaque siège d'ABN AMRO et peuvent être obtenus sur demande. Le droit de garde, augmenté des droits de dossier et des impôts et taxes éventuels, est calculé par trimestre et est dû à la fin de chaque trimestre. Ces frais sont payables par anticipation et ne sont pas remboursés, ni entièrement ni en partie, si tout ou partie des Titres sont retirés dans le courant du trimestre.
- 19.5** ABN AMRO peut débiter d'office les frais de garde du compte du Client. Dans le cas où une mise en dépôt de Titres serait effectuée au nom de plusieurs personnes, chacune de ces personnes répond solidairement envers ABN AMRO du paiement de l'ensemble des frais de garde.
- 19.6** Si le dossier-Titres est ouvert au nom de plusieurs personnes, les titulaires ne peuvent donner des ordres concernant ce compte qu'en agissant collectivement, sauf instruction contraire.
- 19.7** Lorsqu'une mise en dépôt de Titres est soumise au régime de l'usufruit, ce dépôt est ouvert tant au nom du nu-propriétaire que de l'usufruitier. ABN AMRO se réserve le droit de subordonner l'exécution des opérations relatives à un dépôt de Titres scindés en nue-propriété et en usufruit à l'accord préalable ou à une instruction commune de ces derniers. Sous réserve de ce qui précède, le compte de l'usufruitier est crédité des revenus périodiques des Titres déposés (entre autres coupons, dividendes, intérêts) et débité du montant des frais de mise en dépôt (entre autres les droits de garde, les droits de dossier et les frais de correspondance). L'usufruitier dispose librement des montants qui lui reviennent. Sous réserve également de ce qui précède et des droits de l'usufruitier, le compte du nu-propriétaire est crédité à concurrence du capital ou de l'accroissement de capital des Titres déposés (entre autres le montant des Titres remboursables, les lots, les primes, les distributions de réserves ou du capital) et débité du montant des frais d'achat de nouveaux Titres, du courtage et/ou des frais usuels engendrés par les opérations boursières.
- 19.8** Si ABN AMRO perd les Titres donnés en dépôt, autrement qu'à la suite d'un cas de force majeure, elle ne sera responsable que de leur remplacement par des Titres identiques ou de l'indemnisation de leur valeur, toute autre indemnisation étant exclue.

20

Recours à des tiers et dépôt de Titres par des tiers

- 20.1** Dans le cadre de la prestation de services sur Titres, ABN AMRO est compétente pour recourir à des tiers pour notamment donner en dépôt des Titres et obtenir des droits à l'égard des Titres par l'intervention de tiers. ABN AMRO s'occupera en principe du choix de tiers et ne sera responsable des fautes d'un tiers que si elle n'a pas apporté l'attention et la vigilance nécessaires lors du choix de celui-ci.
- 20.2** Au cas où les Titres des Clients seraient déposés auprès d'une tierce partie, ABN AMRO n'est pas responsable des actes ou des omissions de cette tierce partie, ni de tout autre perte ou dommage causé aux Titres du Client, sauf si cette perte ou ce dommage est dû à la faute d'ABN AMRO lors de la sélection de cette tierce partie. Le Client est conscient qu'il est possible qu'il ne récupère pas (tous) ses Titres en cas de non-respect ou de faillite d'une tierce partie.
- 20.3** Si ABN AMRO a donné des Titres en dépôt auprès d'une tierce partie, cette tierce partie peut détenir les Titres du Client sur un compte omnibus où des Titres de plusieurs clients d'ABN AMRO sont conservés. Par compte omnibus on entend ici un compte collectif qui est détenu auprès d'une tierce partie au nom d'ABN AMRO. Le Client est conscient qu'il est possible qu'il ne récupère pas (tous) ses

Titres en cas de non-respect ou de faillite d'une tierce partie ou en cas de découvert sur le compte omnibus.

- 20.4** Il se peut qu'il ne soit pas possible, en vertu du droit national qui s'applique à une tierce partie auprès de laquelle les Titres des clients sont détenus, de distinguer les Titres des clients des Titres que cette tierce partie détient pour elle-même ou pour ABN AMRO. Le client est conscient qu'il ne pourra pas récupérer (tous) ses Titres en cas de non-respect ou de faillite de cette tierce partie ou en cas de découvert pour pouvoir satisfaire à toutes les revendications.
- 20.5** Le Client se rend compte que si les Titres ou les fonds sont conservés par une tierce partie dans un Etat non membre de l'Espace économique européen, les droits liés à ces Titres ou fonds peuvent, en cas de non-respect ou de faillite de cette tierce partie, différer par rapport au dépôt de Titres dans un Etat membre de l'Espace économique européen.

21

Activités appartenant à l'administration

- 21.1** Les activités liées à l'administration qui sont exécutées par ABN AMRO, pour autant qu'ABN AMRO soit chargée de cette administration, comprennent notamment, pour autant que cela soit nécessaire et dans les limites du pouvoir d'ABN AMRO, l'encaissement ou la réception d'intérêts, d'amortissements et de dividendes, l'exercice ou la réalisation de droits de réclamation, l'obtention de nouvelles feuilles de coupon ou de dividende, la réalisation d'actes de conversion, le dépôt de Titres avant les assemblées ainsi que le transfert des montants reçus par ABN AMRO (diminués des éventuels frais et après déduction de la taxe éventuellement due) au Client.
- 21.2** Si des tiers, tels que visés au Titre VII article 20, sont chargés des activités mentionnées au premier alinéa, cela ne modifie en rien l'obligation d'ABN AMRO de transférer au Client les montants qu'elle reçoit de ces tiers en matière d'intérêts, d'amortissement, de dividende ou pour d'autres raisons en faveur du Client.
- 21.3** ABN AMRO n'assure plus la gestion des Titres qui ont été exigés, mais pas transférés.

22

Instructions à l'égard de l'administration

- 22.1** Pour autant que les instructions du Client s'avèrent nécessaires en ce qui concerne l'administration du portefeuille de Titres, le Client donne toujours ces instructions à ABN AMRO quelle que soit la personne chargée de l'administration.
- 22.2** Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3, ABN AMRO informera le Client des événements pertinents qui se rapportent aux Titres dans son portefeuille de Titres, à l'exclusion des assemblées des actionnaires. Ce qui précède ne vaut que pour autant que les événements soient mentionnés dans des annonces publiées par l'établissement émetteur des Titres et adressées aux détenteurs des Titres concernés et que ces annonces soient publiées dans le bulletin qui est requis par la bourse où les Titres sont négociés, ou à défaut, dans le bulletin normalement utilisé à cette fin.
- 22.3** En ce qui concerne les Titres déposés par les tiers visés au Titre VII article 20, la disposition de l'alinéa 2 ne vaut que pour autant qu'ABN AMRO ait été informée par ce tiers en la matière.

23

Tarifs et décompte

- 23.1** Les coûts et/ou les provisions qu'ABN AMRO facture au Client en ce qui concerne la prestation de services sur Titres peuvent être retrouvés dans les dépliants relatifs aux tarifs d'ABN AMRO. Les tarifs actuels peuvent également toujours être demandés auprès d'ABN AMRO.
- 23.2** ABN AMRO se réserve le droit de modifier à tout moment les frais et provisions visés au premier alinéa de cet article. A chaque modification tarifaire, ABN AMRO enverra directement une communication au client indiquant que les tarifs ont été modifiés.
- 23.3** ABN AMRO est autorisée à se faire rembourser tous les montants qu'elle doit recouvrer du Client en ce qui concerne les frais, les taxes et/ou les provisions tels que visés ici, à partir du compte bancaire du client.

24

Obligations de reporting additionnelles

ABN AMRO fournit au moins une fois par an au Client un aperçu du portefeuille de Titres, soit par écrit, soit par voie électronique.

25

Restitution

La livraison matérielle de Titres n'a lieu que pour autant qu'elle soit autorisée par la législation. Les demandes de livraison de Titres doivent être communiquées 3 jours ouvrables au préalable à



ABN AMRO. ABN AMRO doit restituer les Titres réclamés dans un délai raisonnable sous réserve, toutefois, du Titre I article 18 des Conditions bancaires générales. Aucune restitution n'est due en cas de force majeure.

26 Vérification des listes de tirage

A la demande du Client et moyennant rémunération, ABN AMRO se charge de la vérification des tirages relatifs à des Titres qui ne sont pas en dépôt chez elle, sur la base d'une liste des Titres précités fournie par le Client sous sa seule responsabilité. Si le Client a chargé ABN AMRO de vérifier les tirages des Titres, ABN AMRO se réserve le droit de surseoir à un ordre de vente relatif à ces Titres jusqu'au lendemain.

27 Conflits d'intérêts

- 27.1** ABN AMRO a pris des mesures afin de garantir une intervention indépendante de la partie de l'entreprise qui se charge de la prestation de services sur Titres. Sur la base de ces mesures, les informations non publiques et sensibles aux cours dont ABN AMRO a peut-être connaissance pour d'autres raisons ne sont pas utilisées dans le cadre de la prestation de services sur Titres au Client. Si un conflit d'intérêts semble inévitable, ABN AMRO en informera le client par écrit ou par voie électronique en mentionnant les particularités qui doivent permettre au client de prendre une décision en toute connaissance de cause à l'égard de la prestation de services sur Titres qui a fait naître le conflit d'intérêt.
- 27.2** Dans le cadre de la prestation de services sur Titres fournie par ABN AMRO, il se peut qu'ABN AMRO paie des indemnités ou des provisions à des tiers ou inversement, ou qu'elle tire des avantages non financiers. Le client ne pourra pas revendiquer les indemnités reçues par ABN AMRO de la part de tiers, sauf autrement prescrit par la loi. Une synthèse des caractéristiques de ces règlements sera fournie par ABN AMRO là où cela s'applique. Sur demande écrite à cette fin, ABN AMRO fournira de plus amples détails au Client.

28 Approbation du Client concernant la fourniture d'informations par voie électronique

- 28.1** Le Client consent à ce qu'ABN AMRO envoie au Client des informations personnelles, dont des aperçus périodiques, des extraits de compte, des confirmations d'ordre et d'autres relevés personnels, sur d'autres supports durables que par la poste (en version papier), comme les canaux électroniques de la banque par Internet et les e-mails. Le Client s'engage à appeler, examiner et éventuellement stocker au moins une fois par semaine les relevés reçus par voie électronique.
- 28.2** Le Client consent à ce qu'ABN AMRO puisse fournir des informations non adressées personnellement au client en matière de prestation de services sur Titres par le biais du site Internet www.abnamro.be. ABN AMRO veille à ce que les informations soient actuelles et qu'elles restent, tant qu'elles sont importantes pour les clients, accessibles sur son site Internet.
- 28.3** ABN AMRO n'utilisera la compétence visée dans les précédents alinéas que si elle s'inscrit dans le contexte dans lequel ABN AMRO fait affaire avec le Client. Par dérogation aux précédents alinéas de cet article, ABN AMRO fournira par écrit les informations mentionnées à la demande du Client si le Client n'a pas régulièrement accès à l'Internet ou à d'autres canaux électroniques.

29 Contradiction avec les prescriptions contraignantes

ABN AMRO est autorisée à résilier les positions de Titres adoptées au nom du Client si la détention de celles-ci est contraire à toute prescription contraignante.

30 Transferts de Titres vers un autre établissement

- 30.1** ABN AMRO n'honorera une demande de transfert de Titres vers un autre établissement qu'après que le Client ait satisfait à l'ensemble des obligations relatives à la prestation de services sur Titres à l'égard d'ABN AMRO. Le Client ne peut pas non plus avoir d'autres obligations à l'égard d'ABN AMRO qui s'y opposent.
- 30.2** Si les Titres à transférer comprennent des options, des futures et d'autres instruments financiers qui peuvent faire naître des obligations, ABN AMRO devra en outre avoir reçu le consentement écrit de l'autre établissement concernant le transfert.
- 30.3** En ce qui concerne les Titres à propos desquels la demande de transfert a déjà été donnée, mais à propos desquels le transfert en tant que tel n'a pas encore été effectué vers l'autre établissement, il est parfois encore possible pour le Client d'avoir recours à la prestation de services portant sur les Titres. Le Client peut exclusivement exécuter des opérations de vente ou de clôture.



30.4 Le transfert de Titres, tel que visé à l'alinéa 1 de cet article, ne peut s'expliquer comme une quittance d'ABN AMRO au Client.

31

Fin de la prestation de services sur Titres et prescription

- 31.1** Cet article s'applique également s'il est mis un terme à l'ensemble de la relation bancaire, dont le présent contrat fait partie, sur la base d'une autre disposition, telle que l'article 23 des Conditions bancaires d'ABN AMRO.
- 31.2** A partir de la résiliation du contrat, les ordres du Client déjà approuvés par ABN AMRO seront liquidés autant que possible. Les nouveaux ordres ne seront plus approuvés, sauf s'il s'agit d'ordres de vente ou de clôture.
- 31.3** Si le contrat est résilié, le Client devra faire transférer ses Titres dans les quatre semaines vers un établissement à désigner par lui. Une fois ce délai écoulé, ABN AMRO a le droit de liquider le portefeuille de Titres du Client et de porter au crédit de son compte bancaire les revenus de celui-ci, après compensation.
- 31.4** S'il s'avère que le Client n'est pas joignable la dernière fois à l'adresse postale connue d'ABN AMRO, la banque peut mettre un terme à la prestation de services sur Titres avec ce Client après deux ans si on ne retrouve pas la trace de ce Client durant un an à dater du jour où il s'est avéré que le Client n'était plus joignable à cette adresse par ABN AMRO. Les Titres de ce Client seront vendus ; les bénéfices qui en découlent seront détenus et tenus à la disposition du client auprès d'ABN AMRO, mais transmis à la caisse des dépôts et consignations dans les délais fixés par la loi, où le client peut les réclamer pendant une période de trente ans.

32

Plaintes et devoir de limitation des dommages incombant au Client

- 32.1** Sans porter préjudice aux délais fixés dans ces Conditions de prestation de services sur Titres dans lesquels les plaintes doivent être transmises, le Titre I article 17 des Conditions générales bancaires s'applique aux plaintes du Client.
- 32.2** Si un litige se rapporte aux Titres qui font encore partie du portefeuille de Titres, le Client sera tenu, dès l'apparition du litige, de limiter tout dommage éventuel en vendant les Titres concernés ou en clôturant des positions des options ou d'une toute autre manière désignée à cette fin, quelles que soient l'issue définitive du litige et l'éventuelle responsabilité d'ABN AMRO.

Conditions bancaires générales personnes morales ABN AMRO Bank N.V., version avril 2014, inscrites au le dixième bureau d'enregistrement d'Anvers le 17/04/2014.

